



EXPIM

DIAGNOSTICS IMMOBILIERS

NOTE DE SYNTHÈSE

N° de dossier : CT8837DB

Date : 07/12/2023

Lieu de l'intervention :

M. et Mme [REDACTED]

Adresse : 1 rue Pasteur - Code postal : 92320 - Ville : CHATILLON

Nature du bien : Maison

Date de construction : Avant 1949

Lot(s) : N° 11 et N° 13 pour la maison - N° 12 pour la cour

Références cadastrales : Section : I - Numéro : 158

Carrez	118.29 m ²
Amiante	Absence d'amiante
Plomb	Absence de Plomb
Termites	Absence de termites
Electricité	L'installation ne comporte aucune anomalie
Gaz	L'installation ne comporte aucune anomalie
DPE	Consommations énergétiques Emission de gaz à effet de serre (GES)



Ce document est produit pour vous aider à faciliter la lecture des diagnostics créés par notre société et ne peut être annexé à un acte authentique.



EXPIM

DIAGNOSTICS IMMOBILIERS

CERTIFICAT DE SUPERFICIE

Loi 96-1107 du 18 décembre 1996 et décret n° 97-532 du 23 mai 1997

N° de dossier : CT8837DB

Date de visite : 07/12/2023

1 - Désignation du bien à mesurer

Adresse : 1 rue Pasteur - 92320 - CHATILLON
Nature du bien : Maison
Lot(s) : N° 11 et N° 13 pour la maison
Référence(s) cadastrale(s) : Section : I - Numéro : 158

2 - Le propriétaire du bien

Nom : M. et Mme [REDACTED]
Adresse : 1 rue Pasteur - 92320 - CHATILLON

3 - Description du bien mesuré

Pièce désignation	Superficie carrez (en m ²)
Entrée	9.17
Séjour / Cuisine	55.36
Chambre 1	15.46
Salle d'eau 1	3.10
W.C.	1.75
Palier	1.56
Dégagement	4.79
Chambre 2	11.37
Salle d'eau 2	1.76
Chambre 3	10.97
Salle d'eau 3	2.72
Buanderie / W.C.	0.28

4 - Superficie privative totale du lot : 118.29 m²

5 - Autres éléments constitutifs du bien non pris en compte

Pièce désignation	Superficie hors carrez (en m ²)
Sous-pentes < 1.80 m.	12.50

6 - Superficie annexe totale du lot : 12.50 m²

Observation : le règlement de copropriété ne nous ayant pas été soumis, la responsabilité de la société se voit dérogée quant à l'exactitude de la désignation et de la constitution du lot de copropriété ci-dessus défini. Les surfaces annoncées correspondent donc au(x) bien(s) présenté(s) par le demandeur.



Fait à Paris le 07/12/2023

Dan BALLOUKA

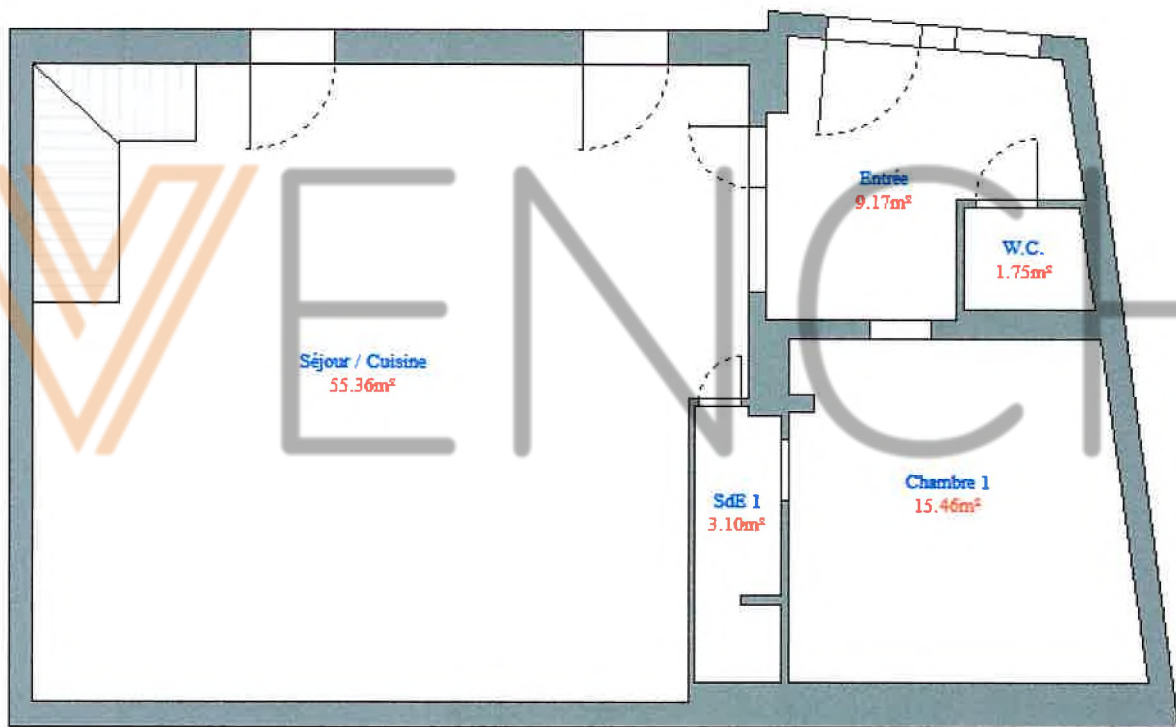
VILLE de CHATILLON

1 rue Pasteur 92320 CHATILLON

RdC

PLAN DE DISTRIBUTION DE PIECES

Non cotés et non contractuel



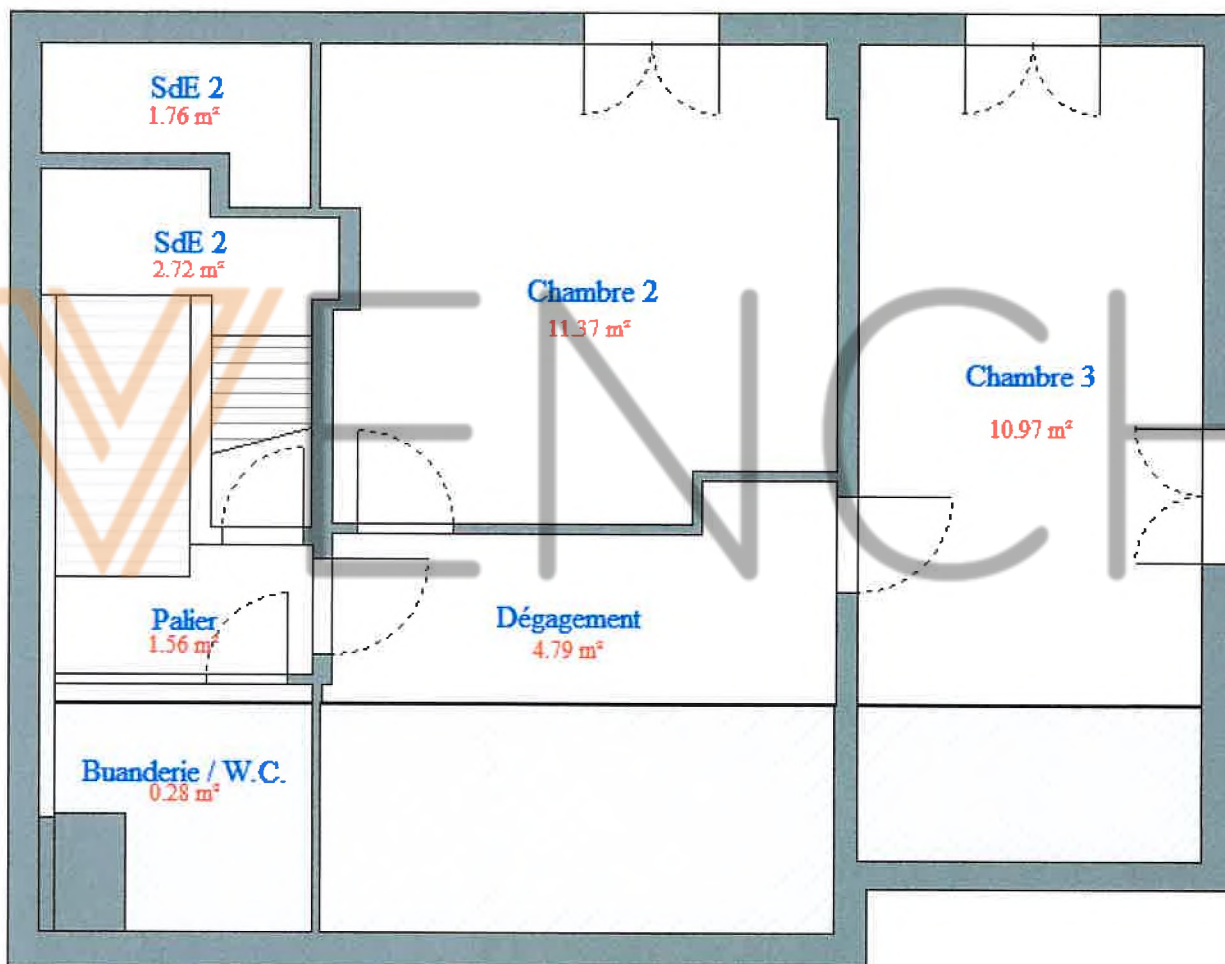
VILLE de CHATILLON

1 rue Pasteur 92320 CHATILLON

1er étage

PLAN DE DISTRIBUTION DE PIECES

Non cotés et non contractuel





EXPIM

DIAGNOSTICS IMMOBUERS

ETAT MENTIONNANT LA PRESENCE OU L'ABSENCE DE MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE DANS LES IMMEUBLES BATIS

Art. R 1334-14 à R 1334-29 et R 1337-2 à R 1337-5 du code de la santé publique
Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011-Arrêtés du 12 décembre 2012 modifié par l'arrêté du 26 juin 2013
Norme NF X 46-020
LISTES A ET B DE L'ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE

N° de dossier : CT8837DB

Date d'intervention : 07/12/2023

Désignation de l'immeuble

Propriété de : M. et Mme [REDACTED]
Adresse du bien : 1 rue Pasteur
Code Postal : 92320
Ville : CHATILLON
Nature du bien : Maison
Date de construction : Avant 1949
Lots : N° 11 et N° 13 pour la maison - N° 12 pour la cour
Références cadastrales : Section : I - Numéro : 158

Désignation du propriétaire

Nom : M. et Mme [REDACTED]
Adresse : 1 rue Pasteur - 92320 - CHATILLON

Désignation du diagnostiqueur

Société : EXPIM
Nom : Dan BALLOUKA
Adresse : 231 rue Marcadet - 75018 - PARIS
Police d'assurance : AXA France IARD - Contrat N° 10087965604
N° certification amiante : DTI2134
Laboratoire d'analyse : DEKRA Prélèvements & Analyses

Conclusion

**Dans le cadre de la mission objet du rapport - il n'a pas été repéré des
matériaux et produits contenant de l'amiante**

Si certains locaux restent non visités et/ou certaines parties de l'immeuble restent inaccessibles,
il conviendra de réaliser les investigations complémentaires figurant au paragraphe 1 .c.
Voir Tableau ci-après « résultats détaillés du repérage » et préconisations.

Ce rapport ne peut être utilisé ou reproduit que dans son intégralité, annexes incluses

Sommaire

1. Synthèses	3
a. Synthèse du repérage pour les matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante	3
b. Synthèse du repérage pour les matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante	4
c. Investigations complémentaires à réaliser	4
2. Mission	5
a. Objectif	5
b. Références réglementaires	5
c. Laboratoire d'analyse	5
d. Rapports précédents	5
3. Désignation du ou des immeubles bâtis	6
4. Liste des locaux visités	6
5. Conclusion	7
6. Eléments d'informations	8
7. Consignes générales de sécurité	9
8. Attestation de compétence	10



1. Synthèses

a. Synthèse du repérage pour les matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante

Date de chaque repérage	Type de repérage	Matériau ou produit	Désignation	Etat de conservation (1)	Mesures obligatoires associées (évaluation périodique, mesure d'empoussièrement, ou travaux de retrait ou confinement)
07/12/2023	Sans objet	Aucun			

En fonction du résultat de la grille flocages, calorifugeage, faux plafonds (PRECONISATIONS : article R 1334-27/28/29 du Code de la Santé Publique) :
1 = Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation 2 = Faire réaliser une surveillance du niveau d'empoussièrement 3 = Faire réaliser des travaux de retrait ou de confinement.

Pour information : Liste A mentionnée à l'art. R.1334-20
<u>COMPOSANT A SONDER OU A VERIFIER</u>
Flocages _____
Calorifugeages _____
Faux plafonds _____

WENCH

b. Synthèse du repérage pour les matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante

Date de chaque repérage	Type de repérage	Matériau ou produit	Désignation	Etat de conservation (1)	Mesures obligatoires (2)
07/12/2023	Sans objet	Aucun			

(1) Matériaux liste B : conclusion conforme à la réglementation en vigueur au moment de la réalisation du repérage soit :

- MND : Matériau non Dégradé
- MDP : Matériau avec Dégradation Ponctuelle
- MDG : Matériau avec Dégradation Généralisée

(2) Matériaux liste B : l'état de conservation est défini par un résultat « EP, AC1 ou AC2 en application de grilles d'évaluations définies réglementairement.

- EP : Evaluation périodique
- AC1 : Action corrective de 1^{er} niveau
- AC2 : Action corrective de 2^{eme} niveau

Pour information : Liste B mentionnée à l'article R. 1334-21

COMPOSANTS DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT A VERIFIER OU A SONDER
<p><u>1. Parois verticales intérieures</u> Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs). Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres.</p>	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie amiante-ciment) et entourage de poteaux (carton amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu. Enduits projetés, panneaux de cloison.
<p><u>2. Planchers et plafonds</u> Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres Planchers</p>	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés Dalles de sol
<p><u>3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs</u> Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...) Clapets et volets coupe-feu Portes coupe-feu Vides ordures</p>	Conduits, enveloppes de calorifuges. Clapets, volets, rebouchage. Joints (tresses, bandes). Conduits.
<p><u>4. Eléments extérieurs</u> Toitures. Bardages et façades légères. Conduits en toiture et façade.</p>	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composite, fibres-ciment), bardeaux bitumineux. Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment). Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

c. Investigations complémentaires à réaliser

Certains locaux restant non visités et/ou certaines parties de l'immeuble restant inaccessibles, les obligations réglementaires du propriétaire prévues aux articles R. 1334-15 à R. 1334-18 du code de la santé publique ne sont pas remplies conformément aux dispositions de l'article 3 des arrêtés du 12 décembre 2012

Locaux et ouvrages non visités, justifications	
Locaux (1)	Justifications (2)
LotN° 12-Cour	Non identifié

(1) Tous les locaux doivent être obligatoirement visités.

(2) Pour les locaux non visités, permettre leur identification et en indiquer le motif (exemple : locaux inaccessibles, clefs absentes...) et, lorsqu'elle est connue, la date du repérage complémentaire programmé.

2. Mission

a. Objectif

La prestation a pour objectif de réaliser l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante dont le propriétaire doit disposer lors « de la mise en vente de son immeuble ou de rétablissement du dossier technique amiante ».

b. Références réglementaires

Pour plus d'informations vous pouvez consulter le site WEB suivant : www.legifrance.gouv.fr

Décret n° 2010 - 1200 du 11 octobre 2010 pris en application de l'article L 271-6 du code de la construction et de l'habitation,

Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires)

Articles R 1334-15 à R 1334-18, articles R 1334-20 et R1334-21 du Code de la Santé Publique

Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.

Ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 (Article L 1334-13 du code de la santé publique),

Notre inventaire porte spécifiquement sur les matériaux et produits définis dans le PROGRAMME DE REPERAGE DE L'AMIANTE dans les matériaux ou produits mentionnés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique.

c. Laboratoire d'analyse

Conformément aux dispositions de l'article R. 1334-24 du code de la santé publique, les analyses des échantillons de matériaux et produits sont réalisées par un organisme accrédité.

Analyses réalisées par : PROTEC

d. Rapports précédents

Les rapports précédents relatifs à l'amiante qui nous ont été remis avant la visite sont :

Numéro de référence du rapport de repérage	Date du rapport	Nom de la société et de l'opérateur de repérage	Objet du repérage et principales conclusions
Aucun			

Lors de notre visite, il nous a été remis les bulletins de caractérisation des matériaux et produits suivants : Aucun

Notre rapport prend en compte les documents techniques fournis en l'état.

Les synthèses des rapports précédents qui nous ont été fournies sont les suivantes : Aucune

3. Désignation du ou des immeubles bâtis

Propriétaire
Nom : M. et Mme [REDACTED] Adresse : 1 rue Pasteur Code Postal : 92320 Ville : CHATILLON
Périmètre de la prestation
Dans le cadre de cette mission, l'intervenant a examiné uniquement les locaux et les volumes auxquels il a pu accéder dans les conditions normales de sécurité. Département : HAUTS DE SEINE Commune : CHATILLON Adresse : 1 rue Pasteur Code postal : 92320 Type de bien : Habitation (maison individuelle) - Maison Référence cadastrale : Section : I - Numéro : 158 Lots du bien : N° 11 et N° 13 pour la maison - N° 12 pour la cour Année de construction : Avant 1949

Personne accompagnant l'opérateur lors de la visite
Maître TOMMASONE (Huissier)

Document(s) remi(s)
Aucun

4. Liste des locaux visités

Pièces	Sol	Murs	Plafond	Autres
Entrée	Parquet bois	Peinture - Papier peint	Peinture	
Séjour / Cuisine	Revêtement de sol PVC	Peinture - Papier peint	Peinture	
Chambre 1	Revêtement de sol PVC	Bois - Papier peint	Panneaux PVC	
Salle d'eau 1	Revêtement de sol PVC	Carrelage	Peinture	
W.C.	Plancher	Carrelage	Peinture	
Palier	Carrelage	Peinture	Peinture	
Dégagement	Parquet bois	Peinture - Papier peint	Bois	
Chambre 2	Moquette	Papier peint	Bois	
Salle d'eau 2	Carrelage	Carrelage	Panneaux de contre-plaqué	
Chambre 3	Moquette	Papier peint	Bois	
Salle d'eau 3	Carrelage - Revêtement de sol PVC	Carrelage	Peinture	
Buanderie / W.C.	Revêtement de sol PVC	Carrelage - Peinture	Peinture	

(1) tous les locaux doivent être obligatoirement visités.

(2) Pour les locaux non visités, permettre leur identification et en indiquer le motif (exemple : locaux inaccessibles, clefs absentes,...) et, lorsqu'elle est connue, la date du repérage complémentaire programmé.

5. Conclusion

Je soussigné, Dan BALLOUKA, déclare ce jour détenir la certification de compétence délivrée par DEKRA pour la spécialité : AMIANTE
Cette information est vérifiable auprès de : DEKRA - 5 avenue Garlande - 92220 - BAGNEUX

Je soussigné, Dan BALLOUKA, diagnostiqueur pour l'entreprise EXPIM dont le siège social est situé à PARIS. Atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271.6 du code de la construction et de l'habitation. J'atteste également disposer des moyens en matériel nécessaires à l'établissement des constats et diagnostics composant le dossier. Je joins en fin de rapport mes états de compétences par la certification et mon attestation d'assurance.

Conclusion

Dans le cadre de la mission objet du rapport - il n'a pas été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante

Repérage effectué le : 07/12/2023

Rapport rédigé en nos bureaux le : 07/12/2023



Dan BALLOUKA



Pièces jointes (le cas échéant) :

- Eléments d'informations
- Consignes générales de sécurité
- Attestation de compétence

6. Eléments d'informations

Liste A : Art R. 1334-27 à R 1334-29-3 du code de la Santé Publique.

Le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R. 1334-20 du code de la Santé Publique selon les modalités suivantes :

1° L'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception ;

2° La mesure d'empoussièremment dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R. 1334-25 du code de la santé publique dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièremment au propriétaire contre accusé de réception ;

3° Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29 du code de la santé publique.

Liste B : Alinéas 1 ° et 2 ° A de l'article R. 1334-29-7 du code de la Santé Publique.

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales). L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante. Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation. Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit. Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes. Renseignez vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet www.sinoe.org.



7. Consignes générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment.

Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de précaution adaptées et proportionnées pour limiter le risque d'exposition des occupants et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures doivent être inscrites sous forme de consignes de sécurité dans le dossier technique « Amiante » et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application de l'article 10-2 du décret 96-97 du 7 février 1996 modifié. Ces consignes doivent également être portées à la connaissance de toute personne susceptible d'intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits repérés.

Les consignes générales de sécurité définies ci-après constituent une base minimale. Le propriétaire (ou le gestionnaire) de l'immeuble concerné doit l'adapter pour tenir compte des particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation.

Lorsque les travaux sont programmés, les consignes générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.

Les consignes générales de sécurité données ci-après correspondent à des matériaux et produits en bon état de conservation. Il convient donc de veiller au bon état des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de prendre en compte, le cas échéant, les situations d'usure anormale ou de dégradation. Ces situations peuvent faire l'objet d'une expertise par un opérateur qualifié, selon les critères fournis en annexe 1 du présent arrêté.

1 Informations générales

Respirer des fibres d'amiante est dangereux pour la santé. L'inhalation de ces fibres est une cause de pathologies graves (dont les cancers du poumon et de la plèvre).

Les matériaux contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure anormale ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau (par exemple : perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Il est recommandé aux particuliers d'éviter toute intervention directe sur des matériaux contenant de l'amiante (flocages, calorifugeages, cartons d'amiante, éléments en amiante tissés ou tressés, mousse isolante de calfeutrement...) et d'avoir recours dans de telles situations, à des professionnels (cf. point 2 ci-dessous).

B. - Consignes générales de sécurité relatives à la gestion des déchets contenant de l'amiante Stockage des déchets sur le site

Seuls les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment ou les dalles de sol par exemple) peuvent être stockées temporairement sur le chantier. Le site de stockage doit être aménagé de manière à éviter l'envol et la migration de fibres. Son accès doit être interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) doivent être placés en sac étanches puis transférés dès leur sortie de la zone de confinement vers les sites adéquats.

Elimination des déchets

Les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment, les dalles de sol, clapets et volets coupe-feu) doivent être éliminés, soit en installation de stockage pour déchets ménagers et assimilés, soit en décharge pour déchets inertes pourvu dans les deux cas, d'alvéoles spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante lié. Ces déchets sont conditionnés en sac étanches, type grands récipients pour vrac (GRV) ou sur palettes filmées.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et carton d'amiante) et les matériaux dégradés doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. Ces déchets sont conditionnés en double sacs étanches scellés.

Dans les deux cas, le propriétaire ou son mandataire remplit le cadre qui lui est destiné sur le bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA N° 11861x01). Il reçoit l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprises de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Elimination des déchets connexes

Les déchets autres que les déchets de matériaux, tels que les équipements de protection, les déchets de matériels (filtres par exemple) et les déchets issus du nettoyage sont éliminés suivant la même procédure que celle décrite pour les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante.

2 . Information des professionnels

Professionnels : attention, les consignes générales de sécurité mentionnées ci-après sont avant tout destinées aux particuliers. Les mesures renforcées vous concernant sont fixées par la réglementation relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP), les services de prévention des Caisses Régionales d'Assurance Maladie (CRAM) et l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (OPPBT).

3. Consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières

Lors d'intervention sur (ou à proximité) des matériaux contenant de l'amiante, il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières pour vous et votre voisinage.

L'émission de poussières doit être limitée, par exemple en cas de :

- manipulation et manutention de matériaux non friables contenant de l'amiante (comme le remplacement de joints ou encore la manutention d'éléments en amiante-ciment) ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau friable en bon état (flocage ou calorifugeage) comme par exemple le déplacement de quelques éléments de faux plafonds sans amiante sous une dalle floquée, d'interventions légères dans les boîtiers électriques sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sous celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante ;
- travaux directs sur un matériau compact (amiante-ciment, enduits, joints, dalles ..) comme le perçage ou encore la découpe d'éléments en amiante-ciment ;
- déplacement local d'éléments d'un faux plafond rigide contenant du carton d'amiante avec des parements.

L'émission de poussières peut être limitée :

- par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique), afin d'abaisser le taux d'émission de poussière ;
- en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipement de protection est recommandé.

Des demi-masques filtrants (type FFP3 conformes à la norme européenne EN 149) permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante. Ces masques doivent être jetés après utilisation. De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

ATTESTATION DE COMPETENCE
pour la réalisation des missions de repérage et de diagnostic
de l'état de conservation des matériaux et produits contenant
de l'amiante en application de l'article R 1334-29
du Code de la Santé Publique et de l'arrêté du 02/12/02



Délivrée par CESI SAS
en conformité à son certificat
N°DI1787 délivré par l'AFAQ-ASCERT
du 30/12/2002

Délivrée à Monsieur Dan BALLOUKA

qui a participé à la formation

« Aiantane formation des experts compétents.

et a satisfait au contrôle de connaissance

qui se sont déroulés du 11/09/2007 au 14/09/2007
durée totale : 4 jours (soit 32 heures)

au CESI Etablissement d'Arcueil
19/21 rue du 8 Mai 1945
94110 Arcueil

Certificat délivré le lundi 8 octobre 2007

Le Directeur Général Groupe Cesi
Jacques BAHRY

Le Responsable Pédagogique
Jean-Luc DAUTREMÉPUS



cesi sas - siège social : 297 rue de Vauglraud F-75015 Paris tel. : 01 44 19 23 45 - fax : 01 42 50 25 06
Société par actions simplifiée au capital de 2 500 000 euros - RCS Paris 342 707 502





EXPIM

DIAGNOSTICS IMMOBILIERS

CONSTAT DES RISQUES D'EXPOSITION AU PLOMB (CREP)

Décret 2006-474 du 25 avril 2006 - arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.

- L'auteur du constat précise si l'identification des revêtements contenant du plomb dans les immeubles d'habitation construits avant le 1^{er} janvier 1949 est réalisée :
- dans le cas de la vente d'un bien en application de l'article L. 1334-6 du code de la santé publique. Dans ce cas, le CREP porte uniquement sur les revêtements privatifs d'un logement, y compris les revêtements extérieurs au logement (volet, portail, grille, balcon, etc...);
 - dans le cas de la mise en location de parties privatives en application de l'article L. 1334-7 du code de la santé publique. Dans ce cas, le CREP porte uniquement sur les revêtements privatifs d'un logement, y compris les revêtements extérieurs au logement (volet, portail, grille, balcon, etc...);
 - dans le cas de travaux de nature à provoquer une altération substantielle des revêtements ou hors contexte de travaux, pour les parties communes en application de l'article L. 1334-8 du code de la santé publique. Dans ce cas, le CREP porte uniquement sur les revêtements des parties communes (sans omettre, par exemple, la partie extérieure de la porte palière, etc...).
- La recherche de canalisations en plomb ne fait pas partie du champ d'application du CREP. Lorsque le constat porte sur des parties privatives, et lorsque le bien est affecté en partie à des usages autres que l'habitation, le CREP ne porte que sur les parties affectées à l'habitation. Dans les locaux annexes de l'habitation, le CREP porte sur ceux qui sont destinés à un usage courant, tels que la buanderie.

N° de dossier : CT8837DB

Date de visite : 07/12/2023

Adresse du bien	Propriétaire
Adresse : 1 rue Pasteur Code postal : 92320 Ville : CHATILLON Nature du bien : Maison Lot(s) : N° 11 et N° 13 pour la maison Références cadastrales : Section : I - Numéro : 158 Date de construction : Avant 1949	Nom : M. et Mme [REDACTED] Adresse : 1 rue Pasteur Code postal : 92320 Ville : CHATILLON

Concerne	Nature de la mission	
<input checked="" type="checkbox"/> Parties privatives <input type="checkbox"/> Parties communes	<input checked="" type="checkbox"/> Avant vente <input type="checkbox"/> Avant location <input type="checkbox"/> Avant travaux	Présence d'enfants mineurs de - de 6 ans : Non Occupation du logement : Vide

Matériel utilisé							
Appareil à fluorescence X de marque	Date limite d'utilisation de la source	Nature du radionucléide	Activité à la date de chargement	N° Série	Date de chargement de la source radioactive	ASNN°	Nom de la personne compétente PCR
NITON XLp 300	16/07/2025	109Cd	850 Mbq	RTV-1010-23	16/02/2021	T 920809	DanBALLOUKA

Conclusion

Le Constat de Risque d'Exposition au Plomb a révélé l'absence de plomb.

Lors de la présente mission, 49 unités de diagnostics ont été contrôlées.

Le jour de l'expertise, il n'a pas été repéré des unités de diagnostic, contenant du plomb au dessus du seuil réglementaire (voir tableau de mesures ci-joint).

	TOTAL	NON MESUREES	CLASSE 0	CLASSE 1	CLASSE 2	CLASSE 3
Nombre d'unités de diagnostic 1 Pourcentage associé	49/100%	0 / 0.0%	49/100.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%

« S'il existe au moins une unité de classe 1 ou 2 insérer la phrase suivante : « Le constat met en évidence la présence de revêtements contenant du plomb à des concentrations supérieures ou égale aux seuils définis par les articles L 1334-7 et L 1334-8 du Code de la Santé Publique. Le propriétaire doit veiller à l'entretien des revêtements recouvrant les unités de diagnostic de classe 1 et 2, afin d'éviter leurs dégradations futures. »

« S'il existe au moins une unité de classe 3 insérer la phrase suivante : « Le constat met en évidence la présence de revêtements dégradés contenant du plomb à des concentrations supérieures ou égale aux seuils définis par articles L 1334-7 et L 1334-8 du Code de la Santé Publique.

En application de l'article L 1334-9 du Code de la Santé Publique, le propriétaire du bien, objet de ce constat, doit effectuer les travaux appropriés pour supprimer l'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. Il doit également transmettre une copie complète du constat, annexes comprises, aux occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée et à toute personne amenée à effectuer des travaux dans cet immeuble ou la partie d'immeuble concernée. »

Désignation du diagnostiqueur

Nom : Dan BALLOUKA

N° certification : DTI2134

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :

DEKRA Certification

Assurance : AXA France IARD

N°: 10087965604

Validité : 01/01/2024

Validité du rapport

Date de validité : Pas de durée de validité

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité.

EXPIM

Diagnostics Immobiliers

231 rue Marcadet - 75018 - PARIS
Tél : 06 31 28 87 77 - Fax : 01 47 68 36 23
SAS au Capital de 7.500 €
RCS PARIS 499 017 804 - Code NAF : 7112B

Fait à Paris, le 07/12/2023

Dan BALLOUKA

Sommaire

1. Synthèse des résultats	4
a. Classement des unités de diagnostic (cf tableau page 1)	4
b. Situations de risque de saturnisme infantile	4
c. Facteurs de dégradation du bâti	4
2. Mission	5
a. Objectif de la prestation	5
b. Références réglementaires	5
3. Description du ou des bâtiments	6
4. Le laboratoire d'analyse éventuel	6
5. Tableau récapitulatif des relevés	7
6. Commentaires sur les informations indiquées	11
a. Classement des unités de diagnostic	11
b. Description de l'état de conservation des revêtements contenant du plomb	11
c. Définition des facteurs de dégradation du bâti	11
7. Signatures et informations diverses	12
8. Croquis des lieux	13
9. Notice d'information	15

1. Synthèse des résultats

Le jour de l'expertise, il n'a pas été repéré des unités de diagnostic, contenant du plomb au dessus du seuil réglementaire (voir tableau de mesures ci-joint).

a. Classement des unités de diagnostic (cf tableau page 1)

	TOTAL	NON MESUREES	CLASSE 0	CLASSE 1	CLASSE 2	CLASSE 3
Nombre d'unités de diagnostic / Pourcentage associé	49/100%	0 / 0.0%	49/100.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%

b. Situations de risque de saturnisme infantile

Au moins un local parmi les locaux objets du constat présente au moins 50% d'unités de diagnostic de classe 3		Non
L'ensemble des locaux objets du présent constat présente au moins 20 % d'unités de diagnostic de classe 3		Non

c. Facteurs de dégradation du bâti

Plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré		Non
Traces importantes de coulure ou de ruissellement d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'un même local		Non
Plusieurs unités de diagnostic d'un même local recouvertes de moisissures ou de tâches d'humidité.		Non

2. Mission

a. Objectif de la prestation

La prestation a pour objectif de réaliser le constat de risque d'exposition au plomb dont le propriétaire doit disposer lors de la vente du bien concerné.

Elle consiste à mesurer la concentration en plomb de tous les revêtements du bien concerné, afin d'identifier ceux contenant du plomb, qu'ils soient dégradés ou non, à décrire leur état de conservation et à repérer, le cas échéant, les facteurs de dégradation du bâti permettant d'identifier les situations d'insalubrité.

Lorsque le bien immobilier concerné est affecté en partie à des usages autres que l'habitation, le constat de risque d'exposition au plomb ne porte que sur les parties affectées à l'habitation. Pour les locaux annexes de l'habitation, seuls ceux qui sont destinés à un usage courant seront examinés.

Nota : Le présent rapport constitue une aide à l'évaluation du risque d'intoxication par le plomb des salariés. Ce dernier reprend la même méthodologie que le CREP (constat des risques d'exposition au plomb). Néanmoins, l'opérateur de repérage aura l'opportunité de repérer les zones homogènes et les matériaux bruts ne seront pas pris en compte dans le comptage des UD (Unités de diagnostic).

b. Références réglementaires

- Loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004,
- Décret n° 99-483 du 9 juin 1999 relatif aux mesures d'urgence contre le saturnisme prévues aux articles L.32-1 à L.32-4 du Code de la Santé Publique
- Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 (Article R 1334-11 du Code de la Santé Publique),
- Décret n°2010-1200 du 11 octobre 2010 pris pour l'application de l'article L 271-6 du code de la Construction et de l'Habitation,
- Articles L 1334-1 à L 1334- 12 du Code de la Santé Publique,
- Arrêté du 12 mai 2009 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb, réalisés en application de l'article L. 1334-2 du code de la santé publique,
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb et au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures,
- Arrêté du 7 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification,
- Ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 (Article L 1334-13 du Code de la Santé Publique),
- Norme NF X46-030 : Diagnostic plomb - Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb.

3. Description du ou des batiments

PROPRIETAIRE DU OU DES BATIMENTS	
Nom	: M. et Mme [REDACTED]
Adresse	: 1 rue Pasteur
Code Postal	: 92320
Ville	: CHATILLON
PERIMETRE DE LA PRESTATION	
Dans le cadre de cette mission, l'intervenant a examiné uniquement les bâtiments auxquels il a pu accéder dans les conditions normales de sécurité.	
Département	: HAUTS DE SEINE
Commune	: CHATILLON
Adresse	: 1 rue Pasteur
Code postal	: 92320
Information complémentaire	: Habitation (maison individuelle)
Nature du bien	: Maison
Référence cadastrale	: Section : I - Numéro : 158
Lots de copropriété	: N° 11 et N° 13 pour la maison - N° 12 pour la cour
LOCAUX VISITES	
	Entree
	W.C.
	Chambre 1
	SdE 1
	<u>Séjour / Cuisine</u>
	Palier
	Buanderie/W.C.
	SdE 3
	<u>Dégagement</u>
	Chambre 2
	SdE 2
	Chambre 3
Personne accompagnant l'opérateur lors de la visite	
Maître TOMMASONE (Huissier)	
Locaux et ouvrages non visités, justifications	
Aucune	
Commentaires	
Aucun	

4. Le laboratoire d'analyse éventuel

Laboratoire
Nom du laboratoire : DEKRA Prélèvements & Analyses

5. Tableau récapitulatif des relevés

Pièces	Zone	Unité de diagnostic ou élément	Substrat	Revêtement apparent	Localisation	Mesure 1 (mg/cm ²)	Nature de la dégradation	Classement	Facteurs* de dégradation du bâti	Type de dégradation
Verif Etal						1				
Entree	A	Mur	Plâtre	Peinture		0.01		—		
Entree	A	Mur	Plâtre	Peinture		0		0		
Entree	B	Mur	Plâtre	Peinture		0.02		—		
Entree	B	Mur	Plâtre	Peinture		0		0		
Entree	C	Mur	Plâtre	Papier peint		0.01	NV	—		
Entree	C	Mur	Plâtre	Papier peint		0.03	NV	0		
Entree	D	Mur	Plâtre	Papier peint		0.01	NV	-		
Entree	D	Mur	Plâtre	Papier peint		0.06	NV	0		
Entree	E	Mur	Plâtre	Papier peint		0	NV	—		
Entree	E	Mur	Plâtre	Papier peint		0.02	NV	0		
Entree	F	Mur	Plâtre	Peinture		0		-		
Entree	F	Mur	Plâtre	Peinture		0.01		0		
Entree	Haute	Plafond	Plâtre	Peinture		0.02		—		
Entree	Haute	Plafond	Plâtre	Peinture		0.01		0		
W.C.	Haute	Plafond	Plâtre	Peinture		0		-		
W.C.	Haute	Plafond	Plâtre	Peinture		0		0		
W.C.	A	Porte	Bois	Peinture		0.01		—		
W.C.	A	Porte	Bois	Peinture		0		0		
Chambre 1	B	Mur	Plâtre	Papier peint		0.02	NV	—		
Chambre 1	B	Mur	Plâtre	Papier peint		0.01	NV	0		
SdE 1	Haute	Plafond	Plâtre	Peinture		0.05		—		
SdE 1	Haute	Plafond	Plâtre	Peinture		0		0		
Séjour / Cuisine	A	Mur	Plâtre	Peinture		0		--		
Séjour / Cuisine	A	Mur	Plâtre	Peinture		0		0		
Séjour / Cuisine	B	Mur	Plâtre	Peinture		0		—		
Séjour / Cuisine	B	Mur	Plâtre	Peinture		0		0		
Séjour / Cuisine	C	Mur	Plâtre	Papier peint		0	NV	—		
Séjour / Cuisine	C	Mur	Plâtre	Papier peint		0	NV	0		
Séjour / Cuisine	D	Mur	Plâtre	Peinture		0		-		

Pièces	Zone	Unité de diagnostic ou élément	Substrat	Revêtement apparent	Localisation	Mesure 1 (mg/cm ²)	Nature de la dégradation	Classement	Facteurs* de dégradation du bâti	Type de dégradation
Séjour / Cuisine	D	Mur	Plâtre	Peinture		0		0		
Séjour / Cuisine	E	Mur	Plâtre	Peinture		0		—		
Séjour/ Cuisine	E	Mur	Plâtre	Peinture		0		0		
Séjour / Cuisine	F	Mur	Plâtre	Peinture		0		—		
Séjour / Cuisine	F	Mur	Plâtre	Peinture		0		0		
Séjour / Cuisine	Haute	Plafond	Plâtre	Peinture		0		--		
Séjour / Cuisine	Haute	Plafond	Plâtre	Peinture		0		0		
Palier	A	Mur	Plâtre	Peinture		0		—		
Palier	A	Mur	Plâtre	Peinture		0		0		
Palier	B	Mur	Plâtre	Peinture		0		—		
Palier	B	Mur	Plâtre	Peinture		0		0		
Palier	C	Mur	Plâtre	Peinture		0		--		
Palier	C	Mur	Plâtre	Peinture		0		0		
Palier	D	Mur	Plâtre	Peinture		0		—		
Palier	D	Mur	Plâtre	Peinture		0		0		
Palier	Haute	Plafond	Plâtre	Peinture		0.01		—		
Palier	Haute	Plafond	Plâtre	Peinture		0.01		0		
Palier	Basse	Plinthe	Bois	Peinture		0		—		
Palier	Basse	Plinthe	Bois	Peinture		0		0		
Buanderie / W.C.	C	Mur	Plâtre	Peinture		0		—		
Buanderie / W.C.	C	Mur	Plâtre	Peinture		0		0		
Buanderie / W.C.	Haute	Plafond	Plâtre	Peinture		0.01		—		
Buanderie / W.C.	Haute	Plafond	Plâtre	Peinture		0.01		0		
Buanderie / W.C.	A	Porte	Bois	Peinture		0		—		
Buanderie/W.C.	A	Porte	Bois	Peinture		0		0		
SdE 3	Haute	Plafond	Plâtre	Peinture		0		—		
SdE 3	Haute	Plafond	Plâtre	Peinture		0		0		
SdE 3	A	Porte	Bois	Peinture		0		—		
SdE 3	A	Porte	Bois	Peinture		0		0		
Dégagement	A	Mur	Plâtre	Peinture		0		--		
Dégagement	A	Mur	Plâtre	Peinture		0		—		
Dégagement	A	Mur	Plâtre	Papier peint		0	NV	--		

Pièces	Zone	Unité de diagnostic ou élément	Substrat	Revêtement apparent	Localisation	Mesure 1 (mg/cm ¹)	Nature de la dégradation	Classement	Facteurs* de dégradation du bâti	Type de dégradation
Dégagement	A	Mur	Plâtre	Papier peint		0	NV	0		
Dégagement	B	Mur	Plâtre	Papier peint		0	NV	—		
Dégagement	B	Mur	Plâtre	Papier peint		0	NV	0		
Dégagement	C	Mur	Plâtre	Papier peint		0	NV	—		
Dégagement	C	Mur	Plâtre	Papier peint		0	NV	0		
Dégagement	D	Mur	Plâtre	Papier peint		0	NV	—		
Dégagement	D	Mur	Plâtre	Papier peint		0	NV	0		
Dégagement	E	Mur	Plâtre	Papier peint		0	NV	—		
Dégagement	E	Mur	Plâtre	Papier peint		0	NV	0		
Dégagement	Basse	Plinthe	Bois	Peinture		0		—		
Dégagement	Basse	Plinthe	Bois	Peinture		0		0		
Dégagement	A	Porte	Bois	Peinture		0		—		
Dégagement	A	Porte	Bois	Peinture		0		0		
Chambre 2	A	Mur	Plâtre	Papier peint		0	NV	—		
Chambre 2	A	Mur	Plâtre	Papier peint		0	NV	0		
Chambre 2	B	Mur	Plâtre	Papier peint		0	NV	-		
Chambre 2	B	Mur	Plâtre	Papier peint		0	NV	0		
Chambre 2	C	Mur	Plâtre	Papier peint		0	NV	-		
Chambre 2	C	Mur	Plâtre	Papier peint		0	NV	0		
Chambre 2	D	Mur	Plâtre	Papier peint		0	NV	—		
Chambre 2	D	Mur	Plâtre	Papier peint		0	NV	0		
Chambre 2	Basse	Plinthe	Bois	Peinture		0		-		
Chambre 2	Basse	Plinthe	Bois	Peinture		0		0		
SdE 2	Haute	Plafond	Bois	Peinture		0		--		
SdE 2	Haute	Plafond	Bois	Peinture		0		0		
Chambre 3	A	Mur	Plâtre	Papier peint		0	NV	—		
Chambre 3	A	Mur	Plâtre	Papier peint		0	NV	0		
Chambre 3	B	Mur	Plâtre	Papier peint		0	NV	==		
Chambre 3	B	Mur	Plâtre	Papier peint		0	NV	0		
Chambre 3	C	Mur	Plâtre	Papier peint		0	NV	-		
Chambre 3	C	Mur	Plâtre	Papier peint		0	NV	0		
Chambre 3	D	Mur	Plâtre	Papier peint		0	NV	-		

Pièces	Zone	Unité de diagnostic ou élément	Substrat	Revêtement apparent	Localisation	Mesure 1 (mg/cm²)	Nature de la dégradation	Classement	Facteurs* de dégradation du bâti	Type de dégradation
Chambre 3	D	Mur	Plâtre	Papier peint		0	NV	0		
Chambre 3	Basse	Plinthe	Bois	Peinture		0		--		
Chambre 3	Basse	Plinthe	Bois	Peinture		0		0		
Chambre 3	A	Porte	Bois	Peinture		0		0		
Chambre 3	C	Porte	Bois	Peinture		0		0		
Verif Etal						1				

D : Dégradé
EU : Etat d'Usage
NV : Non Visible
ND : Non Dégradé
NM : Non Mesuré

* Facteurs de dégradation du bâti :

1 : Le plancher ou le plafond menace de s'effondrer ou en tout ou partie effondré
2 : Des traces importantes de coulures, de ruissellement ou d'écoulement d'eau ont été repérées
3 : Des traces de moisissures ou de nombreuses taches d'humidité ont été repéré

Tableau de classement des pièces du bâti

Pièce	UD Classe 0	UD Classe 1	UD Classe 2	UD Classe 3	Non Mesuré
Entree	7/100.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%
W.C.	2/100.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%
Chambre 1	1 /100.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%
SdE 1	1 /100.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%
Séjour / Cuisine	7/100.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%
Palier	6/100.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%
Buanderie / W.C.	3/100.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%
SdE 3	2/100.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%
Dégagement	7/100.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%
Chambre 2	5/100.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%
SdE 2	1 /100.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%
Chambre 3	7/100.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%	0 / 0.0%

6. Commentaires sur les informations indiquées

a. Classement des unités de diagnostic

Le classement de chaque unité de diagnostic recouverte d'un revêtement en fonction de la concentration en plomb et de la nature des dégradations est établi conformément au tableau suivant :

CONCENTRATION EN PLOMB	TYPE DE DEGRADATION	CLASSEMENT
< SEUILS		0
> SEUILS	Non dégradé ou non visible	1
	Etat d'usage	2
	Dégradé	3

Légende :

- 1 et 2 - Le propriétaire doit veiller à l'entretien des revêtements afin d'éviter leur dégradation future.
- 3 - Le propriétaire doit :
 - Procéder aux travaux appropriés pour supprimer le risque d'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants.
 - Communiquer le constat aux occupants de l'immeuble ou la partie d'immeuble concerné et à toute personne physique ou morale appelée à faire des travaux dans cet immeuble ou partie d'immeuble. Cette communication consiste à transmettre une copie complète du constat, annexes comprises.

b. Description de l'état de conservation des revêtements contenant du plomb

L'état de conservation des revêtements contenant du plomb est décrit par la nature des dégradations observées. Pour décrire l'état de conservation d'un revêtement contenant du plomb, l'auteur du constat a le choix entre les 4 catégories suivantes :

- **Non visible** : si le revêtement contenant du plomb (peinture par exemple) est manifestement situé en dessous d'un revêtement sans plomb (papier peint par exemple), la description de l'état de conservation de cette peinture peut ne pas être possible ;
- **Non dégradé**
- **Etat d'usage**, c'est à dire présence de dégradations d'usage couramment rencontrées dans un bien régulièrement entretenu (usure par friction, traces de chocs, micro fissures...): ces dégradations ne génèrent pas spontanément des poussières ou des écailles ;
- **Dégradé**, c'est à dire présence de dégradations caractéristiques d'un défaut d'entretien ou de désordres liés au bâti, qui génèrent spontanément des poussières ou des écailles (pulvérisation, écaillage, cloquage, fissures, faïençage, traces de grattage, lézardes).

c. Définition des facteurs de dégradation du bâti

	LEGENDE
Absence de facteur de dégradation	0
Présence d'au moins 50 % d'unités de diagnostic de classe 3 dans un même local	1
Présence d'au moins 20 % d'unité de diagnostic de classe 3 dans l'ensemble des locaux	2
Présence d'au moins un plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré	3
Présence de traces importantes de coulures ou de ruissellement ou d'écoulement d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'un même local	4
Présence de plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce recouvertes de moisissures ou de nombreuses tâches d'humidité	5

7. Signatures et informations diverses

Je soussigné, Dan BALLOUKA, déclare ce jour détenir la certification de compétence délivrée par DEKRA pour la spécialité : CREP PLOMB.
Cette information est vérifiable auprès de : DEKRA

Je soussigné, Dan BALLOUKA, diagnostiqueur pour l'entreprise EXPIM dont le siège social est situé à PARIS. Atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271.6 du code de la construction et de l'habitation. J'atteste également disposer des moyens en matériel nécessaires à l'établissement des constats et diagnostics composant le dossier. Je joins en fin de rapport mes états de compétences par la certification et mon attestation d'assurance.
Transmission du constat à l'A.R.S. : Une copie du CREP est transmise sous 5 jours à l'Agence Régionale de la Santé du département d'implantation du bien expertisé si au moins un facteur de dégradation du bâti est relevé (en application de l'article R. 1334-10 du code de la santé publique), l'auteur du présent constat informe de cette transmission le propriétaire, le syndicat des copropriétaires ou l'exploitant du local d'hébergement.

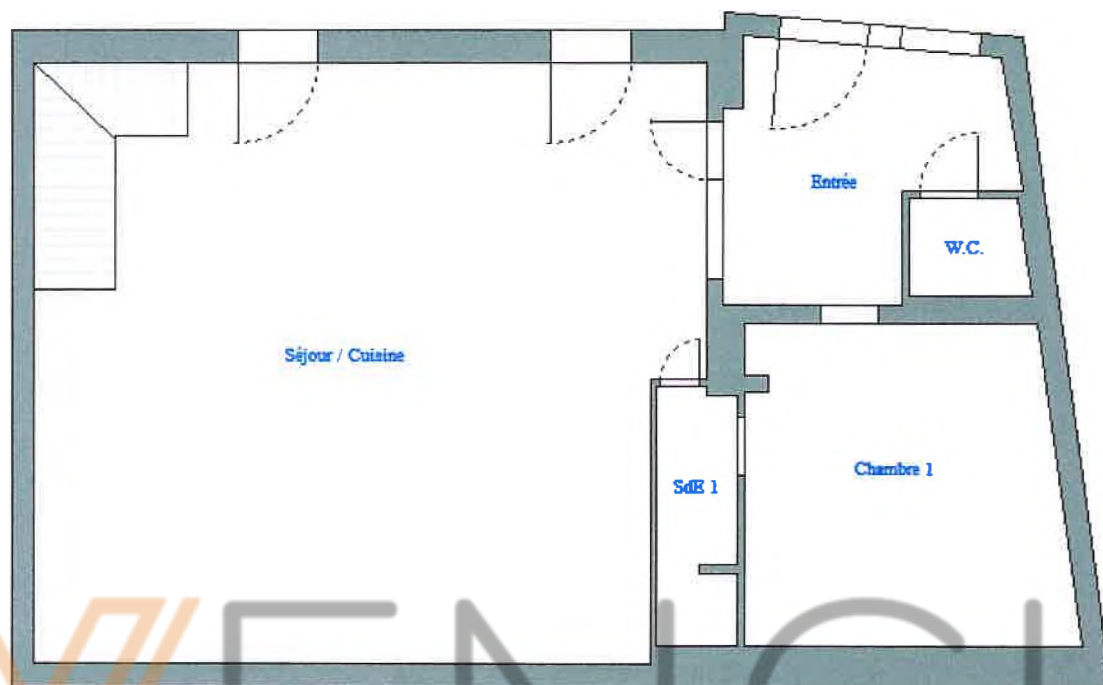


Fait à Paris, le 07/12/2023

Dan BALLOUKA

WENCH

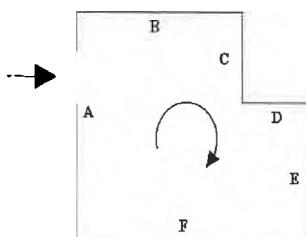
8. Croquis des lieux

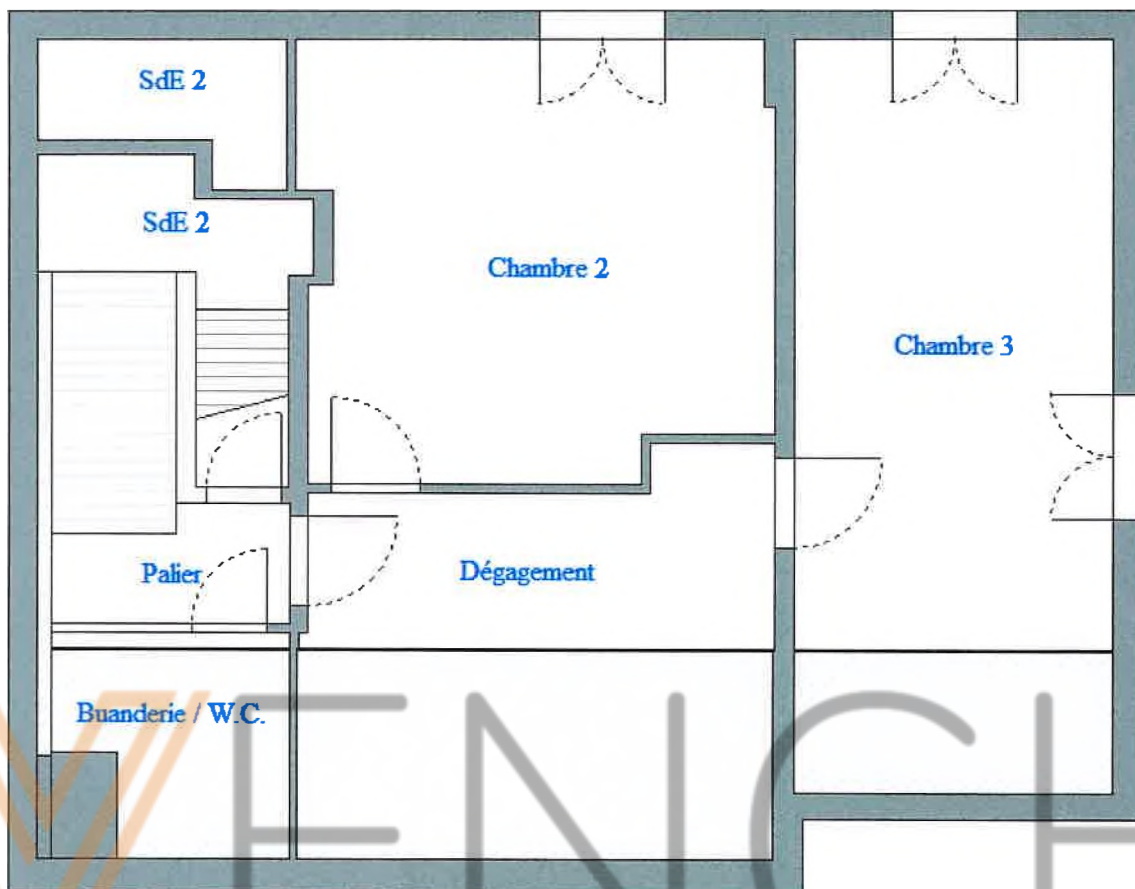


REPERAGE DES SURFACES OBJET DU DIAGNOSTIC

Par convention, on identifiera les murs d'un espace de la façon suivante :

Dans le rapport, le mur A est le mur d'entrée dans la pièce, les autres murs sont codifiés B, C, D....., dans le sens des aiguilles d'une montre.

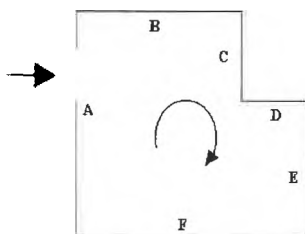




REPERAGE DES SURFACES OBJET DU DIAGNOSTIC

Par convention, on identifiera les murs d'un espace de la façon suivante :

Dans le rapport, le mur A est le mur d'entrée dans la pièce, les autres murs sont codifiés B, C, D.....dans le sens des aiguilles d'une montre.



9. Notice d'information

Annexe II de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb

Cette note fait partie intégrante du rapport auquel elle est jointe

Si le logement que vous vendez, achetez, ou louez comporte des revêtements contenant du plomb, sachez que le plomb est dangereux pour la santé.

Deux documents vous informent :

- Le constat de risques d'exposition au plomb vous permet de localiser précisément ces revêtements : **lisez-le attentivement !**
- La présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb dans ce logement.

Les effets du plomb sur la santé

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, etc...). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. **L'intoxication chronique par le plomb, appelé saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant. Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.**

Les mesures de prévention en présence de revêtements contenant du plomb

Des peintures fortement chargées en plomb (céruse) ont été couramment utilisées jusque vers 1950. Ces peintures, souvent recouvertes par d'autres revêtements depuis, peuvent être dégradées à cause de l'humidité, à la suite d'un choc, par grattage ou à l'occasion de travaux : les écailles et les poussières ainsi libérées constituent alors une source d'intoxication. Ces peintures représentent le principal risque d'exposition au plomb dans l'habitation.

Le plomb contenu dans les peintures ne présente pas de risque tant qu'elles sont en bon état ou inaccessibles. En revanche, le risque apparaît dès qu'elles s'écaillent ou se dégradent. Dans ce cas, votre enfant peut s'intoxiquer :

- S'il porte à la bouche des écailles de peinture contenant du plomb ;
- S'il se trouve dans une pièce contaminée par des poussières contenant du plomb ;
- S'il reste à proximité de travaux dégagant des poussières contenant du plomb.

Le plomb en feuille contenu dans certains papiers peints (posés parfois sur les parties humides des murs) n'est dangereux qu'en cas d'ingestion de fragments de papier. Le plomb laminé des balcons et rebords extérieurs de fenêtre n'est dangereux que si l'enfant a accès à ces surfaces, y porte la bouche ou suce ses doigts après les avoir touchés.

Pour éviter que votre enfant ne s'intoxique :

- Surveiller l'état des peintures et effectuez les menues réparations qui s'imposent sans attendre qu'elles s'aggravent ;
- Lutte contre l'humidité, qui favorise la dégradation des peintures ;
- Evitez le risque d'accumulation des poussières : ne posez pas de moquette dans les pièces où l'enfant joue, nettoyez souvent le sol, les rebords de fenêtres avec une serpillière humide ;
- Veillez à ce que votre enfant n'ait pas accès à des peintures dégradées, à des papiers peints contenant une feuille de plomb, ou à du plomb laminé (balcons, rebords extérieurs de fenêtres) ; lavez ses mains, ses jouets.

En cas de travaux portant sur des revêtements contenant du plomb, prenez des précautions :

- Si vous confiez les travaux à une entreprise, remettez-lui une copie du constat du risque d'exposition au plomb, afin qu'elle mette en œuvre les mesures de prévention adéquates ;
- Tenez les jeunes enfants éloignés du logement pendant toute la durée des travaux ; avant tout retour d'un enfant après travaux, les locaux doivent avoir été parfaitement nettoyés ;
- Si vous réalisez les travaux vous-même, prenez soin d'éviter la dissémination de poussières contaminées dans tout le logement et éventuellement le voisinage.

Si vous êtes enceinte :

- Ne réalisez jamais vous-même des travaux portant sur des revêtements contenant du plomb ;
- Eloignez-vous de tous travaux portant sur des revêtements contenant du plomb.

Si vous craignez qu'il existe un risque pour votre santé ou celle de votre enfant, parlez-en à votre médecin (généraliste, pédiatre, médecin de protection maternelle et infantile, médecin scolaire) qui prescrira, s'il le juge utile, un dosage de plomb dans le sang (plombémie). Des informations sur la prévention du saturnisme peuvent être obtenues auprès des directions départementales de l'équipement ou des directions départementales des affaires sanitaires et sociales, ou sur les sites INTERNET des ministères chargés de la santé et du logement.



EXPIM

DIAONOSTICS IMMOBILERS

RAPPORT DE L'ETAT DU BATIMENT RELATIF A LA PRESENCE DE TERMITES

(DECRET 2006-1114 du 5 SEPTEMBRE 2006). Arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007.
Etabli en respect de la norme NF P 03-201 (février 2016)

N° de dossier : CT8837DB

A - Date de la visite

Date de la visite : 07/12/2023

B - Localisation et Désignation du (ou des) bâtiment(s)

Adresse : 1 rue Pasteur
Code postal : 92320
Ville : CHATILLON

Nature du bien : Maison

Date de construction : Avant 1949

Lot(s) : N° 11 et N° 13 pour la maison - N° 12 pour la cour
Références cadastrales : Section : I - Numéro : 158

Nature de l'immeuble : bâti non bâti

Informations collectées auprès du donneur d'ordre :

Traitements antérieurs contre les termites : N.C.

Présence de termites dans le bâtiment : N.C.

Fourniture de la notice technique relatif à l'article R 112-4 du CCH si date du dépôt de la demande de permis de construire ou date d'engagement des travaux postérieure au 1/11/2006 : N.C.

Document(s) fourni(s) : Aucun

Lieu du constat en regard de l'existence ou non d'un arrêté préfectoral pris en application de l'article L 133-5 du CCH précisant les zones contaminées ou susceptibles de l'être à court terme : OUI

Temps passé : —

C - Désignation du propriétaire

Nom : M. et Mme [REDACTED]
Adresse : 1 rue Pasteur
Code postal : 92320
Ville : CHATILLON

Personne(s) présente(s) lors de la visite, le cas échéant : Maître TOMMASONE (Huissier)

D - Désignation de l'opérateur de diagnostic effectuant l'état relatif à la présence de termites

Raison sociale et nom de l'entreprise : EXPIM

Nom du technicien : Dan BALLOUKA

Adresse : 231 rue Marcadet 75018 PARIS

Numéro de SIRET : 499 017 084

Désignation de la compagnie d'assurance : AXA France IARD

Numéro de police et date de validité : 10087965604 - 01/01/2024

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : DEKRA Certification

N° de certification et date de validité : DT12134 - 05/11/2024

E - Identification des parties de bâtiments visités et résultats du diagnostic
(identification des éléments infestés par les termites ou ayant été infestés et ceux qui ne le sont pas)

BATIMENTS et parties de bâtiments visités (a)	SOL	MURS	PLAFOND	Autres	OUVRAGES parties d'ouvrages et d'éléments examinés (b)	RESULTAT du diagnostic d'infestation (c)
Entrée	Parquet bois	Peinture - Papier peint	Peinture		Ensemble des sols, murs, plafonds et éléments en bois visibles et accessibles constituant le local au jour de la visite	Absence d'indice d'infestation de termites
Séjour / Cuisine	Revêtement de sol PVC	Peinture - Papier peint	Peinture		Ensemble des sols, murs, plafonds et éléments en bois visibles et accessibles constituant le local au jour de la visite	Absence d'indice d'infestation de termites
Chambre 1	Revêtement de sol PVC	Bois - Papier peint	Panneaux PVC		Ensemble des sols, murs, plafonds et éléments en bois visibles et accessibles constituant le local au jour de la visite	Absence d'indice d'infestation de termites
Salle d'eau 1	Revêtement de sol PVC	Carrelage	Peinture		Ensemble des sols, murs, plafonds et éléments en bois visibles et accessibles constituant le local au jour de la visite	Absence d'indice d'infestation de termites
W.C.	Plancher	Carrelage	Peinture		Ensemble des sols, murs, plafonds et éléments en bois visibles et accessibles constituant le local au jour de la visite	Absence d'indice d'infestation de termites
Palier	Carrelage	Peinture	Peinture		Ensemble des sols, murs, plafonds et éléments en bois visibles et accessibles constituant le local au jour de la visite	Absence d'indice d'infestation de termites
Dégagement	Parquet bois	Peinture - Papier peint	Bois		Ensemble des sols, murs, plafonds et éléments en bois visibles et accessibles constituant le local au jour de la visite	Absence d'indice d'infestation de termites
Chambre 2	Moquette	Papier peint	Bois		Ensemble des sols, murs, plafonds et éléments en bois visibles et accessibles constituant le local au jour de la visite	Absence d'indice d'infestation de termites
Salle d'eau 2	Carrelage	Carrelage	Panneaux de contre-plaqué		Ensemble des sols, murs, plafonds et éléments en bois visibles et accessibles constituant le local au jour de la visite	Absence d'indice d'infestation de termites
Chambre 3	Moquette	Papier peint	Bois		Ensemble des sols, murs, plafonds et éléments en bois visibles et accessibles constituant le local au jour de la visite	Absence d'indice d'infestation de termites
Salle d'eau 3	Carrelage - Revêtement de sol PVC	Carrelage	Peinture		Ensemble des sols, murs, plafonds et éléments en bois visibles et accessibles constituant le local au jour de la visite	Absence d'indice d'infestation de termites
Buanderie / W.C.	Revêtement de sol PVC	Carrelage - Peinture	Peinture		Ensemble des sols, murs, plafonds et éléments en bois visibles et accessibles constituant le local au jour de la visite	Absence d'indice d'infestation de termites

- (a) Identifier notamment chaque bâtiment et chacune des pièces du bâtiment,
(b) Identifier notamment : ossature, murs, planchers, escaliers, boiseries, plinthes, charpentes,...
(c) Mentionner les indices ou l'absence d'indices d'infestation de termites et en préciser la nature et la localisation

F - Catégorie de termites en cause (termite souterrain, termite de bois sec ou termite arboricole)

BATIMENTS et parties de bâtiments visités (1)	INFESTATION (Indices, nature)
Entrée	Absence d'indice d'infestation de termites
Séjour / Cuisine	Absence d'indice d'infestation de termites
Chambre 1	Absence d'indice d'infestation de termites
Salle d'eau 1	Absence d'indice d'infestation de termites
W.C.	Absence d'indice d'infestation de termites
Palier	Absence d'indice d'infestation de termites
Dégagement	Absence d'indice d'infestation de termites
Chambre 2	Absence d'indice d'infestation de termites
Salle d'eau 2	Absence d'indice d'infestation de termites
Chambre 3	Absence d'indice d'infestation de termites
Salle d'eau 3	Absence d'indice d'infestation de termites
Buanderie / W.C.	Absence d'indice d'infestation de termites

(1) Identifier notamment chaque bâtiment et chacune des pièces du bâtiment.



G - Identification des bâtiments et parties du bâtiment (pièces et volumes) n'ayant pu être visités et justification

Local	Justification
Lot N ° 12-Cour	Non identifié

H - Identification des ouvrages, parties d'ouvrages et éléments qui n'ont pas été examinés et justification

Tous les murs doublés, les raidisseurs de cloison. L'ensemble des bois mis en œuvre encastré dans la maçonnerie, coffrages, planchers etc.....) et d'une hauteur supérieure à quatre mètres.
L'ensemble des parties cachées par du mobilier ou matériaux divers et notamment le mobilier de cuisine.
Les sous faces des planchers bois non accessibles
Les plafonds masqués par des faux -plafonds. La charpente en « fermette » dans son ensemble compte tenu, d'une très faible hauteur, et du plancher en placoplâtre.
Les solivages bois recouverts par des matériaux divers.
Les conduits de fluides, le sous-sol de la maison.
Le coffrage de la douche ou de la baignoire.
Bois et matériaux entreposés nécessitant de la manutention pour être examinés.

1 - Constatations diverses

Note : Les indices d'infestation des autres agents de dégradation biologique du bois sont notés de manière générale pour information du donneur d'ordre, il n'est donc pas nécessaire d'en indiquer la nature, le nombre et la localisation précises. Si le donneur d'ordre (client) le souhaite, il fait réaliser une recherche de ces agents dont la méthodologie et les éléments sont décrits dans la norme NF P 03-201.

J - Moyens d'investigation utilisés

Sondage des boiseries apparentes, visibles, et accessibles à l'aide d'un outil de type poinçon. Sans démontage, sans démolition ni dégradation, pour la recherche de traces apparente, de passage de termites sur les ouvrages et parties d'ouvrages désignés ci-dessus et décrit dans la cartographie des lieux en annexe. Et contrôle visuel à l'aide d'une loupe et d'une lampe torche.

K - Conclusion

Nous n'avons pas constaté la présence d'indices de traces de termites le jour de l'expertise.

Etat réalisé le 07/12/2023 et valable jusqu'au 06/06/2024. Le présent rapport n'a de valeur que pour la date de la visite et est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment objet de la mission. L'intervention n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux.



Fait à Paris, le 07/12/2023

Dan BALLOUKA

NOTA 1 Dans le cas de la présence de termites, il est rappelé l'obligation de déclaration en mairie de l'infestation prévue aux articles L 133-4 et R 133-3 du code de la construction et de l'habitation.

NOTA 2 Conformément à l'article L271-6 du CCH, l'opérateur ayant réalisé cet état relatif à la présence de termites n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à lui, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur des ouvrages pour lesquels il lui est demandé d'établir cet état. Conformément à l'article 9 de la loi n° 99-471 du 8 juin 1999 modifiée par l'ordonnance n°2005-655 du 8 juin 2005, l'expert ayant réalisé le rapport n'exerce aucune activité de traitement préventif, curatif ou d'entretien de lutte contre les termites.

NOTA 3 le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par DEKRA Certification

The logo for VENNCH features a stylized 'V' on the left, composed of three parallel, slightly offset lines in a light orange color. To the right of the 'V', the letters 'E', 'N', 'N', 'C', and 'H' are displayed in a large, grey, sans-serif font. The 'E' and 'N's are slightly taller than the 'C' and 'H's.



EXPIM

DIAGNOSTICS IOBI TW L

RAPPORT DE L'ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE D'ELECTRICITE D'IMMEUBLE(S) A USAGE D'HABITATION

La présente mission consiste à établir un Etat des installations électriques à usage domestique conformément à la législation en vigueur :

Articles L 271-4 à L 271-6, L134-7 et R134-10 à R 134-13 du code de la construction et de l'habitation.

Arrêté du 28 septembre 2017 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation.

Référence normative : NF C 16-600 de juillet 2017.

N° de dossier : CT8837DB

Date de la visite : 07/12/2023

A - Désignation du ou des immeubles bâti(s)

Département : HAUTS DE SEINE - Code postal : 92320

Commune : CHATILLON

Adresse : 1 rue Pasteur

Référence(s) cadastrale(s) : Section : I - Numéro : 158

Désignation et situation des lot(s) de (co)propriété : N° 11 et N° 13 pour la maison

Type d'immeuble : Habitation (maison individuelle)

Date de construction: Avant 1949

Date de l'installation : Non communiqué

Distributeur : ENEDIS

Document(s) fourni(s) : Aucun

Identification des parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification

Local	Justification
Aucun	

B - Identification du donneur d'ordre

Nom : M. et Mme [REDACTED]

Adresse : 1 rue Pasteur

Code postal : 92320

Ville : CHATILLON

Qualité du demandeur : Propriétaire

C - Identification de l'opérateur

Société : EXPIM

Nom du technicien : Dan BALLOUKA

Adresse : 231 rue Marcadet 75018 PARIS

Numéro SIRET : 499 017 804

Désignation de la compagnie d'assurance : AXA France IARD

N° de contrat et date de validité : 10087965604 - 01/01/2024

Certification de compétence N° DTI2134 délivrée par DEKRA Certification le 06/09/2019

D - Limites du domaine d'application du diagnostic

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;

inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits ;

Les biens meublés ou encombrés lors de la visite de l'opérateur, celui-ci peut ne pas avoir eu accès à toutes les parties de l'installation intérieure d'électricité et tous matériels électriques (prises de courant...)

Ea - Conclusion relative à l'évaluation des risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes

Anomalies avérées selon les domaines suivants :

- 1 - Appareil général de commande et de protection et son accessibilité
- 2 - Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre.
- 3 - Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit.
- 4 — La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particuliers des locaux contenant une douche ou une baignoire.
- 5 - Matériels électriques présentent des risques de contacts directs avec des éléments sous tension - Protection mécanique des conducteurs
- 6 - Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.

Installations particulières :

P1, P2. Appareil d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement.

P3. Piscine privée, ou bassin de fontaine

Informations complémentaires :

IC. Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité.

Eb - Conclusion et synthèse de l'état de l'installation intérieure d'électricité

La conclusion fait état de l'évaluation des risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes.

E.1. Anomalies et/ou constatations diverses relevées

Cocher distinctement le cas approprié parmi les quatre éventualités ci-dessous :

S L'installation intérieure d'électricité ne comporte aucune anomalie et ne fait pas l'objet de constatations diverses

L'installation intérieure d'électricité ne comporte aucune anomalie, mais fait l'objet de constatations diverses

L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies. Il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt). L'installation ne fait pas l'objet de constatations diverses.

L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies. Il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt). L'installation fait également l'objet de constatations diverses.

E.2. Les domaines faisant l'objet d'anomalies sont :

Cocher distinctement les domaines où des anomalies non compensées sont avérées en faisant mention des autres domaines :

1. L'appareil général de commande et de protection et son accessibilité
2. La protection différentielle à l'origine de l'installation électrique et sa sensibilité appropriée aux conditions de mise à la terre.
3. La prise de terre et l'installation de mise à la terre.
4. La protection contre les surintensités adaptée à la section des conducteurs, sur chaque circuit.
5. La liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.
6. Les règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.
7. Des matériels électriques présentant des risques de contact direct.
 - 8.1 Des matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.
 - 8.2 Des conducteurs non protégés mécaniquement.
9. Des appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative.
10. La piscine privée ou le bassin de la fontaine.

E.3. Les constatations diverses concernent :

Cocher distinctement le(s) cas approprié(s) parmi les éventualités ci-dessous :

Des installations, parties d'installations ou spécificités non couvertes par le présent diagnostic.

Des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés.

Des constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement.

F - Anomalies identifiées			
N° article (1)	Libellé et localisation (*) des anomalies	N° article (2)	Libellé des mesures compensatoires (3) correctement mises en œuvre
	Aucune		

(1) Référence des anomalies selon la norme ou la spécification technique utilisée.

(2) Référence des mesures compensatoires selon la norme ou la spécification technique utilisée.

(3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le n° d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués en regard de l'anomalie concernée.

* Avertissement : la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels. En cas de présence d'anomalies identifiées, consulter, dans les meilleurs délais, un installateur électricien qualifié.

G.1. - Informations complémentaires	
N° article (1)	Libellé des informations
	Aucun

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme ou la spécification technique utilisée

G.2. - Constatations diverses		
N° article)	Libellé des constatations diverses	Type et commentaires des constatations diverses
	Aucune	

(1) Référence des constatations diverses selon la norme ou la spécification technique utilisée

G.3. - Avertissement particulier		
N° article)	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés selon l'Annexe C	Motifs
Aucun		

Validation

Le diagnostic s'est déroulé sans déplacement de meubles et sans démontage de l'installation. Notre visite porte sur les parties de l'installation visibles et accessibles.

En cas de présence d'anomalies, nous vous recommandons de faire réaliser, dans les meilleurs délais et par un installateur électricien qualifié, les travaux permettant de lever au moins les anomalies relevées

Nous attirons votre attention sur le fait que votre responsabilité en tant que propriétaire reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur tout ou partie de l'installation, contrôlée ou non. Nous vous rappelons que notre responsabilité d'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés et que les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation.

Fait en nos locaux, le 07/12/2023

Validité : 06/12/2026

Dan BALLOUKA

Signature de l'opérateur (et cachet de l'entreprise)



WENCH

H - Conclusion relative à l'évaluation des risques relevant du devoir de conseil de professionnel

Les risques liés à une installation électrique dangereuse sont nombreux et peuvent avoir des conséquences dramatiques. Ne vous fiez pas à une installation électrique qui fonctionne. L'usure ou des modifications de l'installation ont pu rendre votre installation dangereuse. Les technologies et la réglementation évolue dans ce domaine régulièrement. Une installation en conformité il y a quelques années peut donc présenter des risques.

Voici quelques règles (non exhaustives) à respecter :

- faite lever les anomalies, indiquées dans ce rapport, par un professionnel qualifié, dans le cadre d'une mise en sécurité de l'installation
- ne jamais intervenir sur une installation électrique sans avoir au préalable coupé le courant au disjoncteur général (même pour changer une ampoule), ne pas démonter le matériel électrique type disjoncteur de branchement,
- faire changer immédiatement les appareils ou matériels électriques endommagés (prise de courant, interrupteur, fil dénudé),
- ne pas percer un mur sans vous assurer de l'absence de conducteurs électriques encastrés,
- respecter, le cas échéant, le calibre des fusibles pour tout changement (et n'utiliser que des fusibles conformes à la réglementation),
- ne toucher aucun appareil électrique avec des mains mouillées ou les pieds dans l'eau,
- ne pas tirer sur les fils d'alimentation de vos appareils, notamment pour les débrancher
- limiter au maximum l'utilisation des rallonges et prises multiples,
- manœuvrer régulièrement le cas échéant les boutons test de vos disjoncteurs différentiels,
- faites entretenir régulièrement votre installation par un électricien qualifié.

Lorsqu'une personne est électrisée, couper le courant au disjoncteur, éloigner la personne électrisée inconsciente de la source électrique à l'aide d'un objet non conducteur (bois très sec, plastique), en s'isolant soi-même pour ne pas courir le risque de l'électrocution en chaîne et appeler les secours.



1 - Objectif des dispositifs et description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées

Correspondance avec le domaine d'anomalies (1)	Objectif des dispositions et description des risques encourus
1	Appareil général de commande et de protection : cet appareil, accessible à l'intérieur du logement permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique. Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie, ou d'intervention sur l'installation électrique.
2	Protection différentielle à l'origine de l'installation : ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
3	Prise de terre et installation de mise à la terre : ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte. L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle, peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
4	Protection contre les surintensités : les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuit à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits. L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.
5	Liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche : elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux. Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
6	Règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche : les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
7	Matériels électriques présentant des risques de contact direct : les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés, ...) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.
8	Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage : ces matériels électriques lorsqu'ils sont trop anciens n'assurent par une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.
9	Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis les parties privatives : lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension, peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.
10	Piscine privée ou bassin de fontaine : les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou au bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

(1) Référence des anomalies selon la norme ou la spécification technique utilisée

J - Informations complémentaires

Correspondance avec le domaine d'informations (1)	Objectif des dispositions et description des risques encourus
11	Dispositifs différentiel(s) à haute sensibilité protégeant tout ou partie de l'installation électrique : l'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.
	Socles de prise de courant de type à obturateurs : l'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution.
	Socles de prise de courant de type à puits : La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiches males non isolées d'un cordon d'alimentation.

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme ou la spécification technique utilisée

Domaine d'application du diagnostic de l'état des installations électriques à usage domestique : _____

Le domaine d'application du diagnostic porte uniquement sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation.

Il est rédigé autant de rapports de diagnostics qu'il existe d'appareils généraux de commande et de protection (AGCP) présents. Les appareils généraux de commande et de protection (AGCP), dédiés exclusivement à l'injection d'énergie électrique sur le réseau public de distribution, ne sont pas concernés par cette disposition.

Le domaine d'application comprend les circuits extérieurs alimentés depuis l'appareil général de commande et de protection de l'installation intérieure, comme par exemple, l'éclairage des jardins, le portail, etc...

L'absence d'appareil général de commande et de protection ne dispense pas de la réalisation d'un diagnostic.

Le diagnostic concerne l'ensemble des circuits à basse tension et natures de courant associés en vue de l'utilisation de l'énergie électrique. Il concerne également la partie de l'installation de branchement située dans la partie privative, ainsi que les parties d'installation privative éventuellement situées dans des parties communes.

Sont exclus du champ d'application les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc... lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension < ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

Les postes à haute tension privée et les installations à haute tension éventuellement associées sont exclus du domaine d'application.

Le diagnostic ne concerne ni les matériels d'utilisation autres que fixes, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe.

L'intervention de l'opérateur de diagnostic ne porte que sur les constituants visibles, visitables de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans déplacement de meubles ni démontage de l'installation électrique ni destruction des isolants des câbles, hormis les exceptions mentionnées dans la fiche B4 du Fascicule de Documentation (FD C 16-600).

Dans ce contexte, la localisation exhaustive de toutes les anomalies n'est pas obligatoire. Il est ainsi admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle concerné, à titre d'exemple.

L'intervention de l'opérateur de diagnostic ne préjuge pas de l'usage et des modifications ultérieures de l'installation électrique.

Les installations de stockage par batteries ou de production d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure ne sont pas couvertes par le présent document, mais sont notées en constatations diverses dans le rapport de diagnostic comme n'ayant pas été vérifiées.

Responsabilités du donneur d'ordre :

- Préalablement à la réalisation du diagnostic, le donneur d'ordre, ou son représentant :

+ informe, ou fait informer par l'opérateur de diagnostic, les occupants éventuels des locaux de la date et de l'heure du diagnostic,

+ conseille aux occupants éventuels d'être présents lors du diagnostic.

- Leur demande ou, s'il est lui-même l'occupant, fait en sorte :

+ de s'assurer de la possibilité de mettre hors tension toute ou partie de l'installation pour la réalisation du diagnostic,

+ de signaler à l'opérateur de diagnostic les parties de l'installation qui ne doivent pas être mises hors tension et les motifs de cette impossibilité (matériel de surveillance médicale, alarmes, etc...),

+ que les équipements qui pourraient être sensibles à une mise hors tension (matériels programmables par exemple) ou risqueraient d'être détériorés lors de la remise sous tension (certains matériels électroniques, de chauffage, etc...) soient mis hors tension par l'occupant, préalablement au diagnostic.

- Pendant toute la durée du diagnostic, le donneur d'ordre ou son représentant :

+ fait en sorte que tous locaux et leurs dépendances sont accessibles, y compris les bassins de fontaines et les locaux techniques des piscines,

+ s'assure que l'installation est alimentée en électricité, si celle-ci n'a pas fait l'objet d'une interruption de fourniture par le gestionnaire du réseau public de distribution,

+ s'assure que les parties communes, où sont situées des parties d'installation visées par le diagnostic, sont accessibles.

Responsabilités de l'opérateur de diagnostic :

Si l'une des conditions du paragraphe ci-dessus n'est pas satisfaite ou si les vérifications nécessitant une coupure ne peuvent pas être réalisées, le diagnostic ne peut être réalisé en totalité ; l'opérateur de diagnostic consigne dans le rapport de visite chaque impossibilité et les motifs correspondants.

Par ailleurs, l'opérateur de diagnostic :

+ attire l'attention du donneur d'ordre sur le fait que sa responsabilité resterait pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident ayant pour origine une défaillance de toute ou partie de l'installation n'ayant pu être contrôlée,

+ rappelle au donneur d'ordre que sa responsabilité d'opérateur de diagnostic :

- Est limitée aux points effectivement vérifiés ;
- Ne saurait en aucun cas être étendue aux conséquences de la mise hors tension de toute ou partie de l'installation qui ne lui aurait pas été signalée préalablement au diagnostic ;
- Ne peut être étendue au risque de non ré-enclenchement ou des appareils de coupure et de protection.

+ conseille le ou les occupants d'être présent(s) ou représenté(s) lors du diagnostic afin, notamment, de pallier les éventuels désagréments ou dommages consécutifs aux coupures et aux remises sous tension de l'installation.



EXPIM

DIAGNOSTICS IMMOBILIERS

RAPPORT DE VISITE DE L'ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE DE GAZ

La présente mission consiste à établir un état des installations intérieures de gaz conformément à la législation en vigueur : Arrêté du 12 février 2014 modifiant l'arrêté du 6 avril 2007 - Arrêté du 18 novembre 2013 portant reconnaissance de la norme NF P 45-500 (janvier 2013) - Article 17 de la loi n°2003-08 du 3 janvier 2003 modifié par l'ordonnance n°2005-655 du 8 juin 2005
Etat réalisé en conformité avec la Norme NF P 45-500 relative à l'installation de Gaz à l'intérieur des bâtiments d'habitation (juillet 2022)

N° de dossier : CT8837DB

Date de la visite : 07/12/2023

A - Désignation du ou des bâtiments (localisation)

Adresse du bien : 1 rue Pasteur
Code postal : 92320
Ville : CHATILLON
Lot(s) : N° 11 et N° 13 pour la maison
Références cadastrales : Section : I - Numéro : 158
Date de construction : Avant 1949
Nature du bien : Maison - Habitation (maison individuelle)
Nature du gaz distribué : Gaz naturel
Distributeur de gaz : GrDF
Installation alimentée en gaz : Oui
Installation en service le jour de la visite : Non
Document(s) fourni(s) : Aucun

B — Désignation du propriétaire de l'installation intérieure de gaz

Propriété de : M. et Mme [REDACTED]
Adresse : 1 rue Pasteur
Code postal : 92320
Ville : CHATILLON
Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre :
Nom du donneur d'ordre : Leroi & Associés
Adresse : 12, avenue du Général Galliéni BP 215 - 92002 - NANTERRE CEDEX
Titulaire du contrat de fourniture de gaz :
Nom : M. et Mme [REDACTED]
Adresse : 1 rue Pasteur - 92320 - CHATILLON
N° de point de livraison gaz :
N° du point de comptage estimation (PCE) à 14 chiffres :
N° de compteur :

Notre visite porte sur les parties de l'installation visibles et accessibles. Il n'entre pas dans notre mission de vérifier la vacuité des conduits de fumée. L'intervention d'une entreprise de fumisterie qualifiée est à prévoir.

Nous attirons votre attention sur le fait que votre responsabilité en tant que propriétaire reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur tout ou partie de l'installation, contrôlée ou non.

Nous vous rappelons que notre responsabilité d'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés et que les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation.

Nous rappelons au propriétaire ou son représentant que les appareils d'utilisation présents doivent être mis en marche ou arrêtés par une personne désignée par lui.

C - Désignation de l'opérateur de diagnostic

Société : EXPIM
Nom de l'opérateur de diagnostic : Dan BALLOUKA
Adresse : 231 rue Marcadet 75018 PARIS
Numéro SIRET : 499 017 804
Désignation de la compagnie d'assurance : AXA France IARD
Police d'assurance et date de validité : Contrat 10087965604 - 01/01/2024
N° Certification Gaz : DTI2134 délivrée par DEKRA Certification
Norme méthodologique ou spécification technique utilisée : Norme NF P 45-500 (juillet 2022)

D - Identification des appareils

Genre (1), marque, modèle	Type (2)	Puissance en kW	Localisation (3)	Observations (4)
Chaudière murale - VAILLANT	Appareil étanche C	25	Cuisine	Installation pas en service le jour de la visite

(1) cuisinière, table de cuisson, chauffe-eau, chaudière, radiateur.....

(2) Non raccordé ; raccordé ; étanche.

(3) Pièce(s) ou se situe l'appareil,

(4) Anomalie, taux de CO mesuré(s), motif(s) de l'absence ou de l'impossibilité de contrôle pour chaque appareil concerné.

E - Anomalies identifiées

Points de contrôle n° (5)	A1(6), A2(7), DGI (8) ou 32c(9)	Libellé des anomalies et recommandations	Localisation
		Aucune	

(5) point de contrôle selon la norme utilisée.

(6) A1 : l'installation présente une anomalie à prendre en compte lors d'une intervention ultérieure sur l'installation,

(7) A2 : l'installation présente une anomalie dont le caractère de gravité ne justifie pas que l'on interrompe aussitôt la fourniture du gaz, mais est suffisamment importante pour que la réparation soit réalisée dans les meilleurs délais.

(8) DGI (Danger Grave Immédiat) : l'installation présente une anomalie suffisamment grave pour que l'opérateur de diagnostic interrompe aussitôt l'alimentation en gaz jusqu'à suppression du ou des défauts constituant la source du danger.

(9) 32c : la chaudière est de type VMC GAZ et l'installation présente une anomalie relative au dispositif de sécurité collective (DSC) qui justifie une intervention auprès du syndic ou du bailleur social par le distributeur de gaz afin de s'assurer de la présence du dispositif, de sa conformité et de son bon fonctionnement.

F - Identification des bâtiments et parties du bâtiment (pièces et volumes) n'ayant pu être contrôlés et motifs

Local	Volumes	Motif
Aucun		

G - Constatations diverses - Conclusions

Attestation de contrôle de moins d'un an de la vacuité des conduits de fumées non présentée

Justificatif d'entretien de moins d'un an de la chaudière non présenté

Le conduit de raccordement n'est pas visitable pour les raisons suivantes :

Au moins un assemblage par raccord mécanique est réalisé au moyen d'un ruban d'étanchéité

Nous vous rappelons l'obligation d'entretien des appareils et le contrôle de la vacuité des conduits de fumée.

@ L'installation ne comporte aucune anomalie

L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement

L'installation comporte des anomalies de type A2 qui devront être réparées dans les meilleurs délais

L'installation comporte des anomalies de type DGI qui devront être réparées avant la remise en service

Tant que la ou les anomalies DGI n'ont pas été corrigée(s), en aucun cas vous ne devez rétablir l'alimentation en gaz de votre installation intérieure de gaz, de la partie d'installation intérieure de gaz, du ou des appareils à gaz qui ont été isolé(s) et signalé(s) par la ou les étiquettes de condamnation

L'installation comporte une anomalie 32c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz

H - Actions de l'opérateur de diagnostic en cas de DGI

Fermeture totale avec pose d'une étiquette signalant la condamnation de l'installation de gaz

Ou

Fermeture partielle avec pose d'une étiquette signalant la condamnation d'un appareil ou d'une partie de l'installation

Transmission au Distributeur de gaz des informations suivantes :

- référence du contrat de fourniture de gaz, du Point de Comptage Estimation, du Point de Livraison ou du N° de compteur ;
- codes des anomalies présentant un Danger Grave et Immédiat (DGI).

Remise au client de la fiche informative distributeur de gaz remplie

I - Actions de l'opérateur de diagnostic en cas d'anomalie 32c

Transmission au Distributeur de gaz par de la référence du contrat de fourniture de gaz, du Point de Comptage Estimation, du Point de Livraison ou du numéro de compteur ;

Remise au syndic ou au bailleur social de la fiche informative distributeur de gaz remplie.

Le diagnostic s'est déroulé sans déplacement de meubles et sans démontage de l'installation. Sur les parties visibles et accessibles.

Visite effectuée le : 07/12/2023

Validité : 06/12/2026

Fait en nos locaux le 07/12/2023

Dan BALLOUKA

Signature de l'opérateur (et cachet de l'entreprise) :

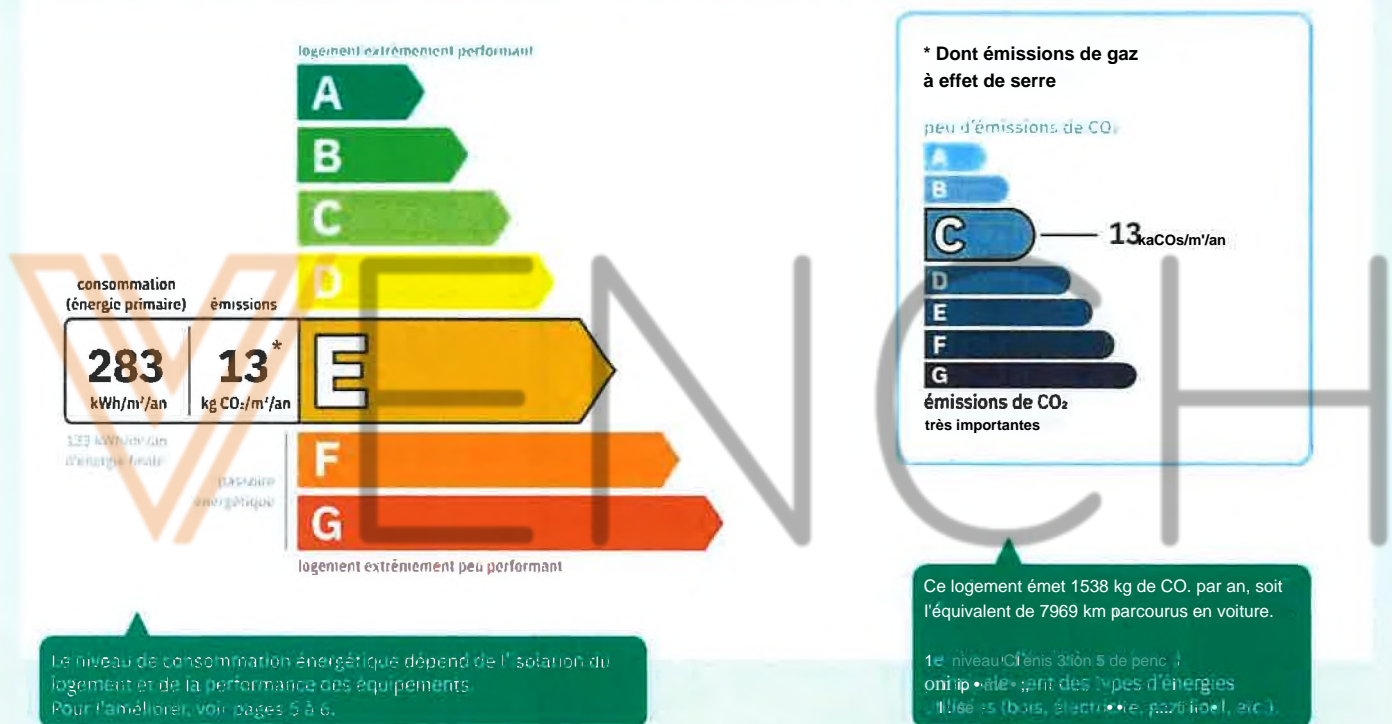


Ce document vous permet de savoir si votre logement est économe en énergie et préserve le climat. Il vous donne également des pistes pour améliorer ses performances et réduire vos factures. Pour en savoir plus : <https://www.ecologie.gouv.fr/diagnostic-performance-energetique-dpe>

Dossier n° : CT8837DB
Adresse : 1 rue Pasteur 92320 CHATILLON
Type de bien : Maison - Année de construction : Avant 1949
Lot(s) : N° 11 et N° 13 pour la maison
Référence(s) cadastrale(s) : Section : I - Numéro : 158
Surface habitable : 118.29111'

Propriétaire: M. et Mme [REDACTED]
Adresse : 1 rue Pasteur 92320 CHATILLON

Performance énergétique et climatique



Estimation des coûts annuels d'énergie du logement

Les coûts sont estimés en fonction des caractéristiques de votre logement et pour une utilisation standard sur 5 usages (chauffage, eau chaude sanitaire, climatisation, éclairage, auxiliaires) voir p.3 les détails par poste.



entre 2090€ et 2890€ par an

Prix moyens des énergies indexés au 1^{er} janvier 2021 (abonnements compris)

Comment réduire ma facture d'énergie ?
voir p.3

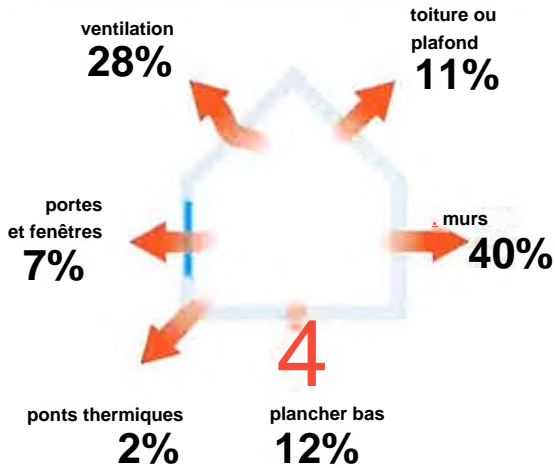
Informations diagnostiqueur

EXPIM
231 rue Marcadet
75018 PARIS
diagnostiqueur : Dan Ballouka

tel : 06.31.28.87.77
email : ballouka@expim.fr
n° de certification : DTI2134
organisme de certification : DEKRA Certification



Schéma des déperditions de chaleur



Performance de l'isolation

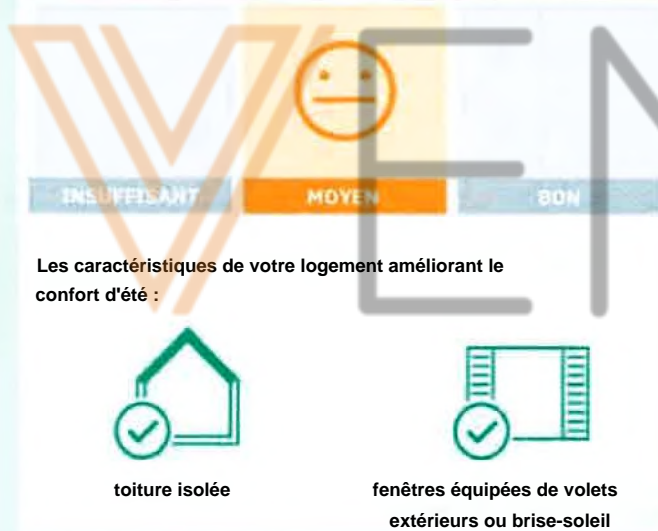


Système de ventilation en place



VMC SF Auto réglable de 2001 à 2012

Confort d'été (hors climatisation)*



Production d'énergies renouvelables

Ce logement n'est pas encore équipé de systèmes de production d'énergies renouvelables

Diverses solutions existent :

- pompe à chaleur
- chauffe eau thermodynamique
- panneaux solaires photovoltaïques
- panneaux solaires thermiques
- chauffage au bois
- réseau de chaleur vertueux
- géothermie

Le niveau de confort d'été présente ici s'appuie uniquement sur les caractéristiques de votre logement (la localisation n'est pas prise en compte)

Montants et consommations annuels d'énergie

usage		consommation d'énergie (en kWh énergie primaire)	frais annuels d'énergie (fourchette d'estimation*)	"répartition des dépenses
chauffage	4 électricité	29562 (12853 é.f.)	entre 17906 et 24306	85%
eau chaude sanitaire	A gaz	2194 (2194 é.f.)	entre 2006 et 2906	110%
refroidissement		0(0 é.f.)	entre 0€ et 0€	0%
éclairage	4 électricité	514 (224 é.f.)	entre 30€ et 506	1%
auxiliaire	4 électricité	8(3 é.f.)	entre 0€ et 106	0%
auxiliaire	f électricité	1310 (569 é.f.)	entre 70€ et 110€	4%
énergie totale pour les usages recensés :		33 588 kWh (15 844 kWh é.f.)	entre 17 906 et 24 306 € par an	

Pour rester dans cette fourchette d'estimation, voir les recommandations d'usage ci-dessous

Conventionnellement, ces chiffres sont donnés pour une température de chauffage de 19°C réduite à 16°C la nuit ou en cas d'absence du domicile, une climatisation réglée à 28°C (si présence de climatisation), et une consommation d'eau chaude de 1182 par jour, é.f. — énergie finale

* Prix moyens des énergies indexés au 1er janvier 2021 (abonnements compris)

A Seules les consommations d'énergie nécessaires au chauffage, à la climatisation, à la production d'eau chaude sanitaire, à l'éclairage et aux auxiliaires (ventilateurs, pompes) sont prises en compte dans cette estimation. Les consommations nées aux autres usages (électroménager, appareils électroniques...) ne sont pas comptabilisées.

A Les factures réelles dépendront de nombreux facteurs : prix des énergies, météo de l'année (hiver froid ou doux...), nombre de personnes dans le logement et habitudes de vie, entretien des équipements...

Recommandations d'usage pour votre logement

Quelques gestes simples pour maîtriser votre facture d'énergie :



Température recommandée en hiver — 19°C
Chauffer à 19°C plutôt que 21°C,
c'est -23% sur votre facture soit -479€ par an

astuces (plus facile si le logement dispose de solutions de pilotage efficaces)

- Diminuez le chauffage quand vous n'êtes pas là.
- Chauffez les chambres à 17°C la nuit.



Si climatisation,
température recommandée en été - 28°C

astuces

- Fermez les fenêtres et volets la journée quand il fait chaud.
- 4 Aérez votre logement la nuit.



Consommation recommandée - 1182/jour
d'eau chaude à 40°C

Estimation faite par rapport à la surface de votre logement (2-3 personnes). Une douche de 5 minutes = environ 408





49€ consommés en moins par jour,
c'est -32% sur votre facture soit -78€ par an

astuces


- Installez des mousseurs d'eau sur les robinets et un pommeau à faible débit sur la douche.
- + Réduisez la durée des douches.

Voir en annexe le descriptif détaillé du logement et de ses équipements.

Vue d'ensemble du logement

	description	isolation
 murs	Murs Sud Ouest, Sud Est, Nord Est, Nord Ouest en pierre de taille et moellons constitués d'un seul matériau / Inconnu donnant sur paroi extérieure, avec isolation intérieure	insuffisante
 plancher bas	Planchers de type inconnu donnant sur plancher sur terre-plein, non isolé	moyenne
 toiture/plafond	Plafond bois sous solives bois donnant sur paroi extérieure, isolé Plafond bois sous solives bois donnant sur paroi extérieure, isolé	insuffisante]
 portes et fenêtre	Portes en pvc opaque pleine Baies sans ouverture possible en brique de verre pleine Fenêtres battantes pvc, double vitrage et volets battants ou persiennes avec ajours fixes	moyenne

Vue d'ensemble des équipements

	description
 chauffage	Installation de chauffage seul classique(système individuel)Générateur à effet Joule direct (Energie: Electricité) Emetteur(s): Radiateur électrique NFC, NF**et NF***
(E) pilotage	Générateur avec régulation par pièce, Equipement : par pièce avec minimum de température. Système : radiateur / convecteur
Eau chaude sanitaire	Production d'ECS seule par chaudière gaz, fioul, bois installé en 2010, non bouclé, de type instantané (système individuel)
S3 climatisation	
os ventilation	VMC SF Auto réglable de 2001 à 2012

Recommandations de gestion et d'entretien des équipements

Pour maîtriser vos consommations d'énergie, la bonne gestion et l'entretien régulier des équipements de votre logement sont essentiels.

type d'entretien

• ventilation

Ne pas obstruer les entrées d'air. Les nettoyer à l'aide d'un chiffon sec - 1 fois par an
 Nettoyer les bouches d'extraction - tous les 2 ans
 Entretien des conduits par un professionnel — tous les 3 à 5 ans
 Veiller à ouvrir les fenêtres de chaque pièce très régulièrement afin de garantir la qualité de l'air intérieur.

• éclairages

Nettoyer les ampoules et luminaires

• isolation

Faire vérifier et compléter les Isolants par un professionnel — tous les 20 ans

WENCH

Recommandation d'amélioration de la performance



Des travaux peuvent vous permettre d'améliorer significativement l'efficacité énergétique de votre logement et ainsi de faire des économies d'énergie, d'améliorer son confort, de le valoriser et de le rendre plus écologique. Le pack 0 de travaux vous permet de réaliser les travaux prioritaires, et le pack 9 d'aller vers un logement très performant.



Si vous en avez la possibilité, il est plus efficace et rentable de procéder à une rénovation globale de votre logement (voir packs de travaux 0+0 ci-dessous). La rénovation performante par étapes est aussi une alternative possible (réalisation du pack B avant le pack €). Faites-vous accompagner par un professionnel compétent (bureau d'études, architecte, entreprise générale de travaux, groupement d'artisans...) pour préciser votre projet et coordonner vos travaux.

1 Les travaux à envisager montant estimé : 1220297806

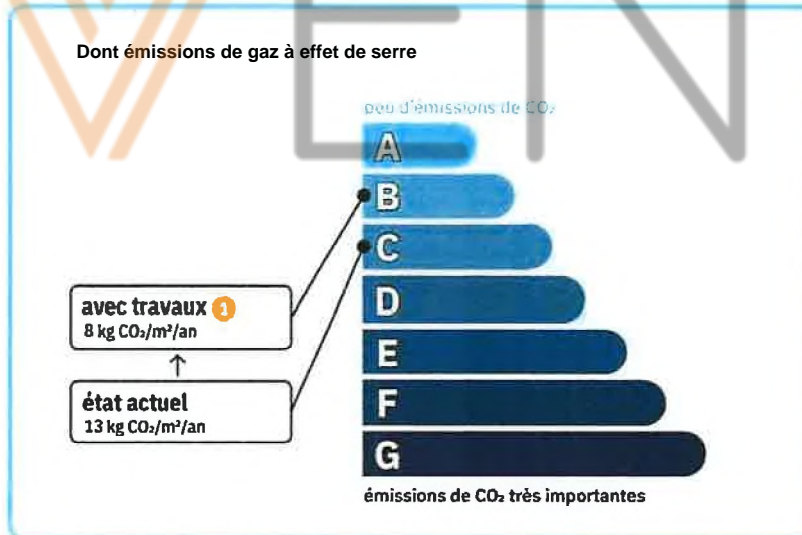
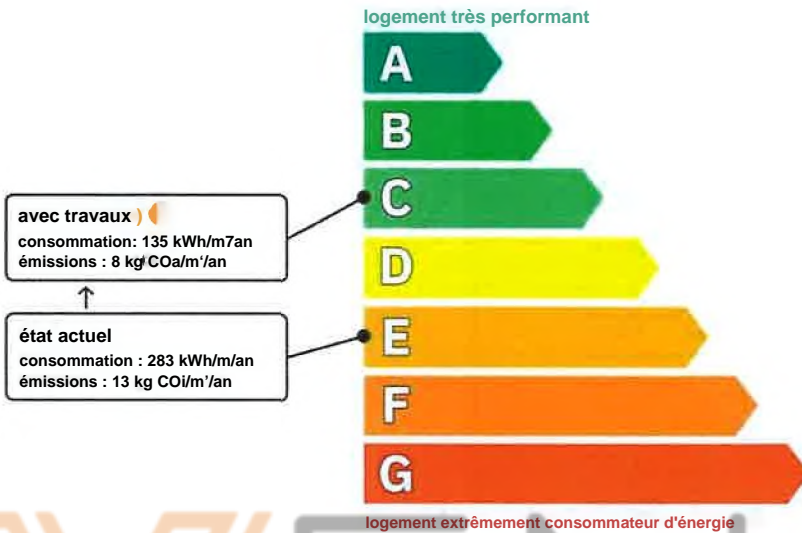
lot	description	performance recommandée
chauffage	Mise en place d'une pompe à chaleur air/air	

Commentaires :



Recommandations d'amélioration de la performance (suite)

Évolution de la performance après travaux



Préparez votre projet !

Contactez le conseiller France Rénov' le plus proche de chez vous, pour des conseils gratuits et indépendants sur vos choix de travaux et d'artisans :

france-renov.gouv.fr/espaces-conseil-fr

OU 0808 800 700 (prix d'un appel local)

Vous pouvez bénéficier d'aides, de primes et de subventions pour vos travaux :

france-renov.gouv.fr/aides



Pour répondre à l'urgence climatique et environnementale, la France s'est fixée pour objectif d'ici 2050 de rénover l'ensemble des logements à un haut niveau de performance énergétique.

À court terme, la priorité est donnée à la suppression des énergies fortement émettrices de gaz à effet de serre (fioul, charbon) et à l'éradication des «passoires énergétiques» d'ici 2028.

Fiche technique du logement

Cette fiche liste Les caractéristiques techniques du bien diagnostiqué renseignées par le diagnostiqueur pour obtenir Les résultats présentés dans ce document. En cas de problème, contactez la personne ayant réalisé ce document ou l'organisme certificateur qui l'a certifiée (diagnostiqueurs.din.developpement-durable.gouv.fr).

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par ,

référence du logiciel validé : WInDPE v3

référence du OPE : CT8837DB

date de visite du bien : 07/12/2023

Invariant fiscal du logement : Non communiqué

référence de ta parcelle cadastrale : Section : I - Numéro : 158

méthode de calcul : 3CL-DPE 2021 (V 1.4.25.1)

Justificatifs fournis pour établir le DPE :

Néant

0 Explications personnalisées sur les éléments pouvant amener à des différences entre tes consommations estimées et les consommations réelles

Les modes de vie et l'utilisation personnalisée du chauffage et de l'eau chaude vont mener à des différences avec le résultat obtenu (estimé).

donnée d'entrée	origine de la donnée	valeur renseignée
département	D Observé/mesuré	92320
altitude	* données en ligne	100m
type de bien	D Observé / mesure	Maison individuelle
année de construction	= Estimé	Jusqu'à 1948
surface habitable	2 Observé / mesuré	118.29m ²
nombre de niveaux	J Observé / mesuré	1
hauteur moyenne sous plafond	2 Observé / mesuré	2.50m

Fiche technique du logement (suite)

plancher bas 1	surface	D	Observé/mesuré	84.84	
	type	p	Observé/mesuré	Plancher Inconnu	
	Isolation	p	Observé/mesuré	Inconnu	
	année de construction / rénovation	X	Valeur par défaut	Inconnue	
	périmètre sur terre-plein, vide sanitaire ou sous-sol	2	Observé/mesuré	32.20	
	mitoyenneté	D	Observé/mesuré	Plancher sur terre-plein	
	surface totale (ma)	D	Observé/mesuré	26.38	
	surface opaque (m2)	2	Observé/mesuré	26.38 (surface des menuiseries déduite)	
	type	D	Observé/mesuré	Plafond bois sous solives bois	
	type de toiture	2	Observé/mesuré	Combles perdus	
toiture / plafond 1	Isolation	p	Observé/mesuré	Oui	
	type isolation	X	Valeur par défaut	ITE	
	épaisseur isolant	D	Observé/mesuré	Inconnue	
	année d'isolation	X	Valeur par défaut	inconnue	
	inertie	J	Observé/mesuré	Légère	
	mitoyenneté	C	Observé/mesuré	Paroi extérieure	
	b	X	Valeur par défaut	1	
	surface totale (m3)	p	Observé/mesuré	33.45	
	surface opaque (m2)	P	Observé/mesuré	33.45 (surface des menuiseries déduite)	
	type	p	Observé/mesuré	Plafond bois sous solives bois	
toiture / plafond 2	type de toiture	p	Observé/mesuré	Combles aménagés	
	isolation	p	Observé/mesuré	Oui	
	type isolation	X	Valeur par défaut	ITE	
	épaisseur isolant	p	Observé/mesuré	Inconnue	
	année d'isolation	X	Valeur par défaut	Inconnue	
	Inertie	p	Observé/mesuré	Légère	
	mitoyenneté	2	Observé/mesuré	Paroi extérieure	
	b	X	Valeur par défaut	1	
	surface totale (m3)	P	Observé/mesuré	8	
	surface opaque (m3)	2	Observé/mesuré	4.71 (surface des menuiseries déduite)	
mur 1	type	1	Observé/mesuré	Murs en pierre de taille et moellons constitués d'un seul matériau / Inconnu	
	épaisseur moyenne (cm)	p	Observé/mesuré	30	
	isolation	p	Observé/mesuré	Oui	
	type isolation	X	Valeur par défaut	ITI	
	épaisseur isolant	p	Observé/mesuré	Inconnue	
	année d'isolation	X	Valeur par défaut	Inconnue	
	orientation	D	Observé/mesuré	Sud Ouest	
	mitoyenneté	2	Observé/mesuré	Paroi extérieure	
	mur 2	surface totale (m2)	p	Observé/mesuré	16

enveloppe

Fiche technique du logement (suite)

mur 2 (suite)	surface opaque (m ²)	1 Observé/mesuré	13.12 (surface des menuiseries déduite)
	type	1 Observé/mesuré	Murs en pierre de taille et moellons constitués d'un seul matériau / inconnu
	épaisseur moyenne (cm)	2 Observé/mesuré	60
	isolation	D Observé/mesuré	Oui
	type isolation	X Valeur par défaut	ITI
	épaisseur isolant	D Observé/mesuré	Inconnue
	année d'isolation	X Valeur par défaut	Inconnue
	orientation	2 Observé/mesuré	Sud Ouest
	mitoyenneté	2 Observé/mesuré	Paroi extérieure
	surface totale (m ²)	2 Observé/mesuré	18.5
mur 3	type	2 Observé/mesuré	Murs en pierre de taille et moellons constitués d'un seul matériau / inconnu
	épaisseur moyenne (cm)	D Observé/mesuré	35
	isolation	p Observé/mesuré	Oui
	type isolation	X Valeur par défaut	ITI
	épaisseur Isolant	2 Observé/mesuré	Inconnue
	année d'isolation	X Valeur par défaut	Inconnue
	orientation	0 Observé/mesuré	Sud Est
	mitoyenneté	D Observé/mesuré	Paroi extérieure
	surface totale (m ²)	2 Observé/mesuré	32
	type	0 Observé/mesuré	Murs en pierre de taille et moellons constitués d'un seul matériau / inconnu
mur 4	épaisseur moyenne (cm)	0 Observé/mesuré	35
	isolation	2 Observé/mesuré	Oui
	type isolation	X Valeur par défaut	ni
	épaisseur isolant	£ Observé/mesuré	Inconnue
	année d'isolation	X Valeur par défaut	Inconnue
	orientation	p Observé/mesuré	Nord Est
	mitoyenneté	p Observé/mesuré	Paroi extérieure
	surface totale (m ²)	p Observé/mesuré	22.55
	surface opaque (m ²)	£ Observé/mesuré	20.87 (surface des menuiseries déduite)
	type	p Observé/mesuré	Murs en pierre de taille et moellons constitués d'un seul matériau / inconnu
mur 5	épaisseur moyenne (cm)	p Observé/mesuré	35
	isolation	P Observé/mesuré	Oui
	type isolation	X Valeur par défaut	ITI
	épaisseur Isolant	p- Observé/mesuré	Inconnue
	année d'isolation	X Valeur par défaut	Inconnue
	orientation	p Observé/mesuré	Sud Ouest
mur 6	mitoyenneté	2 Observé/mesuré	Paroi extérieure
	surface totale (m ²)	O Observé/mesuré	18.7

Fiche technique du logement (suite)

mur 6 (suite)	type	, Observé/mesuré	Murs en pierre de taille et moellons constitués d'un seul matériau / inconnu	
	épaisseur moyenne (cm)	, C Observé/mesuré	35	
	isolation	2 Observé/mesuré	Oui	
	type isolation	X Valeur par défaut	ITI	
	épaisseur isolant	, C Observé/mesuré	Inconnue	
	année d'isolation	X Valeur par défaut	Inconnue	
	orientation	D Observé/mesuré	Sud Est	
	mitoyenneté	2 Observé/mesuré	Paroi extérieure	
	surface totale (m3)	, 2 Observé/mesuré	8.2	
	mur 7	type	, C Observé/mesuré	Murs en pierre de taille et moellons constitués d'un seul matériau / inconnu
épaisseur moyenne (cm)		, C Observé/mesuré	35	
Isolation		D Observé/mesuré	Oui	
type isolation		X Valeur par défaut	ITI	
épaisseur isolant		2 Observé/mesuré	Inconnue	
année d'isolation		X Valeur par défaut	Inconnue	
orientation		, 2 Observé/mesuré	Nord Est	
mitoyenneté		p Observé/mesuré	Paroi extérieure	
surface totale (m'1)		p Observé/mesuré	18.7	
surface opaque (m')		, 2 Observé/mesuré	18.14 (surface des menuiseries déduite)	
mur 8	type	p Observé/mesuré	Murs en pierre de taille et moellons constitués d'un seul matériau ! Inconnu	
	épaisseur moyenne (cm)	2 Observé/mesuré	35	
	isolation	2 Observé/mesuré	Oui	
	type Isolation	X Valeur par défaut	ITI	
	épaisseur Isolant	p Observé/mesuré	Inconnue	
	année d'isolation	X Valeur par défaut	Inconnue	
	orientation	p Observé/mesuré	Nord Ouest	
	mitoyenneté	p Observé/mesuré	Paroi extérieure	
	surface	p Observé/mesuré	1.85	
	type	p Observé/mesuré	Porte en pvc opaque pleine	
porte 1	largeur du dormant	P Observé/mesuré	5	
	localisation	2 Observé/mesuré	Au nu extérieur	
	retour isolant	2 Observé/mesuré	Sans retour	
	étanchéité	— Observé/mesuré	Présence de joint	
	mur affilié	2 Observé/mesuré	Mur 1 - Murs en pierre de taille et moellons constitués d'un seul matériau / inconnu	
	mitoyenneté	, 2 Observé/mesuré	Paroi extérieure	
	fenêtres / baie 1 (Fenêtre sur Mur 1)	nombre	, 2 Observé/mesuré	1
		surface	p Observé/mesuré	1.44
		type	p Observé/mesuré	Brique de verre pleine

enveloppe (suite)

Fiche technique du logement (suite)

fenêtres / baie 1
(Fenêtre sur Mur 1)
(suite)

largeur du dormant	2 ^h Observé/mesuré	5
localisation	S Observé/mesuré	En tunnel
retour isolant	£ Observé/mesuré	Sans retour
type de paroi	D Observé/mesuré	Baies sans ouverture possible
type de vitrage	2 Observé/mesuré	Brique de verre pleine
année vitrage	X Valeur par défaut	A partir de 2006
inclinaison	2 Observé/mesuré	Vertical
orientation	p Observé/mesuré	Sud Ouest
type de masques proches	2 Observé/mesuré	Aucun
type de masques lointains	p Observé/mesuré	Aucun
mur/plancher haut affilié	C Observé/mesuré	Mur 1 - Murs en pierre de taille et moellons constitués d'un seul matériau / inconnu
donnant sur	2 Observé/mesuré	Paroi extérieure
nombre	P Observé/mesuré	1
surface	p Observé/mesuré	1.44

enveloppe (suite)

type	P Observé/mesuré	Menuiserie Pvc
largeur du dormant	p Observé/mesuré	5
localisation	P Observé/mesuré	En tunnel
retour isolant	p Observé/mesuré	Sans retour
type de paroi	P Observé/mesuré	Fenêtres battantes
type de vitrage	P Observé/mesuré	Double vitrage
année vitrage	X Valeur par défaut	A partir de 2006

fenêtres / baie 2
(Fenêtre sur Mur 2)

étanchéité	2 Observé/mesuré	Présence de joint
inclinaison	D Observé/mesuré	Vertical
épaisseur lame d'air	2 Observé/mesuré	16
remplissage	X Valeur par défaut	Argon
type de volets	P Observé/mesuré	Volets battants ou persiennes avec ajours fixes
orientation	p Observé/mesuré	Sud Ouest
type de masques proches	D Observé/mesuré	Aucun
type de masques lointains	D Observé/mesuré	Aucun
mur/plancher haut affilié	£ Observé/mesuré	Mur 2 - Murs en pierre de taille et moellons constitués d'un seul matériau / inconnu
donnant sur	£ Observé/mesuré	Paroi extérieure

fenêtres / baie 3
(Fenêtre sur Mur 2)

nombre	p Observé/mesuré	1
surface	P Observé/mesuré	1.44
type	p Observé/mesuré	Menuiserie Pvc
largeur du dormant	p Observé/mesuré	5
localisation	p Observé/mesuré	En tunnel
retour isolant	P Observé/mesuré	Sans retour
type de paroi	P ¹ Observé/mesuré	Fenêtres battantes
type de vitrage	P Observé/mesuré	Double vitrage

Fiche technique du logement (suite)

fenêtres / baie 3
(Fenêtre sur Mur 2)
(suite)

année vitrage	X Valeur par défaut	À partir de 2006
étanchéité	2 Observé/mesuré	Présence de joint
inclinaison	2 Observé/mesuré	Vertical
épaisseur lame d'air	D Observé/mesuré	16
remplissage	X Valeur par défaut	Argon
type de volets	D Observé/mesuré	Volets battants ou persiennes avec ajours fixes
orientation	2 Observé/mesuré	Sud Ouest
type de masques proches	P Observé/mesuré	Aucun
type de masques lointains	2 Observé/mesuré	Aucun
mur/plancher haut affilié	C Observé/mesuré	Mur 2 - Murs en pierre de taille et moellons constitués d'un seul matériau / Inconnu
donnant sur	P Observé/mesuré	Paroi extérieure
nombre	p Observé/mesuré	1
surface	D Observé/mesuré	0.84

enveloppe (suite)

fenêtres / baie 4
(Fenêtre sur Mur 5)

type	P Observé/mesuré	Menuiserie Pvc
largeur du dormant	p Observé/mesuré	5
localisation	pi Observé/mesuré	En tunnel
retour isolant	2 Observé/mesuré	Sans retour
type de paroi	p Observé/mesuré	Fenêtres battantes
type de vitrage	p Observé/mesuré	Double vitrage
année vitrage	X Valeur par défaut	A partir de 2006
étanchéité	2 Observé/mesuré	Présence de joint
inclinaison	2 Observé/mesuré	Vertical
épaisseur lame d'air	p* Observé/mesuré	12
remplissage	X Valeur par défaut	Argon
type de volets	2 Observé/mesuré	Volets battants ou persiennes avec ajours fixes
orientation	P Observé/mesuré	Sud Ouest
type de masques proches	P Observé/mesuré	Aucun
type de masques lointains	p Observé/mesuré	Aucun
mur/plancher haut affilié	P Observé/mesuré	Mur 5 - Murs en pierre de taille et moellons constitués d'un seul matériau / Inconnu
donnant sur	2 Observé/mesuré	Paroi extérieure

fenêtres / baie 5
(Fenêtre sur Mur 5)

nombre	P Observé/mesuré	1
surface	p Observé/mesuré	0.84
type	p Observé/mesuré	Menuiserie Pvc
largeur du dormant	p Observé/mesuré	5
localisation	p Observé/mesuré	En tunnel
retour isolant	p Observé/mesuré	Sans retour
type de paroi	p Observé/mesuré	Fenêtres battantes
type de vitrage	P ¹ Observé/mesuré	Double vitrage
année vitrage	X Valeur par défaut	A partir de 2006

Fiche technique du logement (suite)

fenêtres / baie 5 (Fenêtre sur Mur 5) (suite)	étanchéité	2 Observé/mesuré	Présence de joint	
	inclinaison	2 Observé/mesuré	Vertical	
	épaisseur lame d'air	2 Observé/mesuré	12	
	remplissage	X Valeur par défaut	Argon	
	type de volets	2 Observé/mesuré	Volets battants ou persiennes avec ajours fixes	
	orientation	2 Observé/mesuré	Sud Ouest	
	type de masques proches	2 Observé/mesuré	Aucun	
	type de masques lointains	2 Observé/mesuré	Aucun	
	mur/plancher haut affilié	2 Observé/mesuré	Mur 5 - Murs en pierre de taille et moellons constitués d'un seul matériau / inconnu	
	donnant sur	2 Observé/mesuré	Paroi extérieure	
	nombre	2 Observé/mesuré	1	
	surface	2 Observé/mesuré	0.56	
	type	2 Observé/mesuré	Menuiserie Pvc	
	largeur du dormant	2 Observé/mesuré	5	
	localisation	2 Observé/mesuré	En tunnel	
	retour isolant	2 Observé/mesuré	Sans retour	
	type de paroi	2 Observé/mesuré	Fenêtres battantes	
	type de vitrage	2 Observé/mesuré	Double vitrage	
	année vitrage	X Valeur par défaut	A partir de 2006	
	fenêtres / baie 6 (Fenêtre sur Mur 8)	étanchéité	2 Observé/mesuré	Présence de joint
inclinaison		2 Observé/mesuré	Vertical	
épaisseur lame d'air		2 Observé/mesuré	12	
remplissage		X Valeur par défaut	Argon	
type de volets		2 Observé/mesuré	Volets battants ou persiennes avec ajours fixes	
orientation		2 Observé/mesuré	Nord Ouest	
type de masques proches		2 Observé/mesuré	Aucun	
type de masques lointains		2 Observé/mesuré	Aucun	
mur/plancher haut affilié		2 Observé/mesuré	Mur 8 - Murs en pierre de taille et moellons constitués d'un seul matériau / inconnu	
donnant sur		2 Observé/mesuré	Paroi extérieure	
système de ventilation 1		Type	X Valeur par défaut	VMC SF Auto réglable de 2001 à 2012
		façade exposées	2 Observé / mesuré	plusieurs
systèmes de chauffage / Installation 1		type d'installation	/	Installation de chauffage seul classique
	surface chaulée	2 Observé/mesuré	118.29	
	générateur type	2 Observé/mesuré	Générateur à effet joule direct	
	energie utilisée	2 Observé/mesuré	Electricité	
	régulation installation type	2 Observé/mesuré	Panneau rayonnant ou radiateur électrique NFC. N F** et NF**»	
	émetteur type	2 Observé/mesuré	Radiateur électrique NFC, NF** et NF***	
	émetteur année installation	X Valeur par défaut	2000	
distribution type	2 Observé/mesuré	Pas de réseau de distribution		

enveloppe (suite)

Fiche technique du logement (suite)

systèmes de chauffage / Installation 1 (suite)	en volume habitable	2 Observé/mesuré	Oui
	nom du générateur	2 Observé/mesuré	Générateur à effet joule direct
	numéro d'intermittence	2 Observé/mesuré	1
	émetteur	2 Observé/mesuré	Principal
	fonctionnement ecs	2 Observé/mesuré	Chauffage seul
	nombre de niveau chauffé	p Observé/mesuré	1
	numéro	/	1
pilote 1	équipement	2 Observé/mesuré	Par pièce avec minimum de température
	chauffage type	p Observé/mesuré	Divisé
	régulation pièce par pièce	P Observé/mesuré	Avec
	système	p Observé/mesuré	Radiateur / Convecteur
	production type	p Observé/mesuré	Production par chaudière gaz
	installation type	p ¹ Observé/mesuré	individuelle
	localisation	p Observé/mesuré	En volume habitable et pièces alimentées contiguës

équipement **WENCH**



EXPIM

DIAGNOSTICS IMMOBILIERS

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné, Dan Ballouka, représentant du Cabinet EXPIM, atteste par la présente, être certifié et assuré, conformément aux articles R 271 - 1-2 et 3 du code de l'Habitation et de la Construction, et disposer des moyens en matériel et en personnel pour la réalisation et la rédaction de diagnostics techniques immobiliers.

J'atteste également par la présente, n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à lui, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir les diagnostics.



Dan BALLOUKA

CERTIFICAT

DECOMPETENCES

Diagnostic immobilier certifié

DEKRA Certification certifie que Monsieur

Dan BALLOUKA

est titulaire du certificat de compétences N°DTI2134 pour :

Constat de risque d'exposition au plomb du 28/09/2021 au 27/09/2028

Arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification modifié par l'arrêté du 25 mars 2019

Diagnostic amiante sans mention du 12/06/2019 au 11/06/2024

Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification

Etat relatif à la présence de termites (France Métropolitaine) du 06/11/2019 au 05/11/2024

Arrêté du 30 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 14 décembre 2009 et du 7 décembre 2011

Diagnostic de performance énergétique du 01/03/2019 au 29/02/2024

Arrêté du 16 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 14 décembre 2009 et du 13 décembre 2011

Etat de l'installation intérieure de gaz du 30/11/2021 au 29/11/2028

Arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification modifié par l'arrêté du 25 mars 2019

Etat de l'installation intérieure d'électricité du 06/11/2019 au 05/09/2024

Arrêté du 8 juillet 2008 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 10 décembre 2009 et 2 décembre 2011

Ces compétences répondent aux exigences de compétences définies en vertu du code de la construction et de "habitation (art. L271-4 et suivants, R.271-1 et suivants ainsi que leurs arrêtés d'application*) pour les diagnostics réglementaires. La preuve de conformité a été apportée par l'évaluation de certification. Ce certificat est valable à condition que les résultats des divers audits de surveillance soient pleinement satisfaisants.

Yvan MAINGUY
Directeur Général
Le Plessis-Robinson, le 30/11/2021



Accréditation n° 4-0081
Portée disponible
sur www.cofrac.fr

Le non-respect des clauses contractuelles peut rendre ce certificat invalide

DEKRA Certification SAS - www.dekra-certification.fr
Immeuble La Boursière - Porte I - Rue de la Boursière - 92350 Le Plessis-Robinson - France

Votre Agent Général
M LETORT HERVE
53 RUE JEAN JAURES
92800 PUTEAUX
\$ 0147738791
E 0149 06 03 40



Assurance et Banque

N°ORIAS 10 054 199 (HERVE
LETORT)
Site ORIAS www.orias.fr

SASU ,EXPIM
231 RUE MARCADET
75018 PARIS

Votre contrat

Responsabilité Civile Prestataire
Souscrit le **01/12/2017**

Vos références

Contrat
10087965604
Client
269540687

Date du courrier
02 janvier 2023

Votre attestation Responsabilité Civile Prestataire

AXA France IARD atteste que :
EXPIM

Est titulaire du contrat d'assurance n° **10087965604** ayant pris effet le **01/12/2017**.

Ce contrat garantit les conséquences pécuniaires de la Responsabilité civile pouvant lui incomber du fait de l'exercice des activités suivantes :

DIAGNOSTICS TECHNIQUES IMMOBILIERS : DPE - GAZ - ELECTRICITE - LOI CARREZ -
TERMITES - AMIANTE ET PLOMB.

L'ASSURE PEUT REALISER DES ETATS DES LIEUX LOCATIFS D'ENTREE ET DE SORTIE
POUR LE COMPTE D'AGENCE IMMOBILIERES.

La garantie s'exerce à concurrence des montants de garanties figurant dans le tableau ci-après.

La présente attestation est valable du **01/01/2023** au **01/01/2024** et ne peut engager l'assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Guillaume Borie
Directeur Général Délégué

Vos références

Contrat
10087965604
Client
269540687

Nature des garanties

Nature des garanties	Limites de garanties en €
Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe "autres garanties" ci-après)	9 000 000 € par année d'assurance
<u>Dont :</u> Dommages corporels	9 000 000 € par année d'assurance
Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus	1 200 000 € par année d'assurance

Autres garanties

Nature des garanties	Limites de garanties en €
Atteinte accidentelle à l'environnement (tous dommages confondus)(article 3.1 des conditions générales)	750 000 € par année d'assurance
Responsabilité civile professionnelle (tous dommages confondus)	500 000 € par année d'assurance dont 300 000 € par sinistre
Dommages immatériels non consécutifs autres que ceux visés par l'obligation d'assurance (article 3.2 des conditions générales)	150 000 € par année d'assurance
Dommages aux biens confiés (selon extension aux conditions particulières)	150 000 € par sinistre
Reconstitution de documents/ médias confiés (selon extension aux conditions particulières)	30 000 € par sinistre

C.G. : Conditions Générales du contrat.

ETAT DES RISQUES ET POLLUTIONS

1 RUE PASTEUR 92320 CHÂTILLON

Adresse: 1 Rue Pasteur 92320 CHATILLON

Coordonnées GPS: 48.804171, 2.289447

Cadastre: I 158

Commune: CHATILLON

Code Insee: 92020

Reference d'édition: 2516738

Date d'édition: 07/12/2023

Vendeur:

M. et Mme [REDACTED]

Acquéreur:



PEB : NON

Radon : NIVEAU 1

37 BASIAS, 0 BASOL, 10 ICPE

SEISME : NIVEAU 1

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES

Type	Exposition	Plan de prevention
Informatif PEB	NON	Le bien n'est pas situé dans un zonage réglementaire du plan d'exposition au bruit
PPR Naturel SEISME	OUI	Zonage réglementaire sur la sismicité : Niveau 1
PPR Naturel RADON	OUI	Commune à potentiel radon de niveau 1
Informatif Sols Argileux	OUI	Niveau de risque : Fort Une étude géotechnique est obligatoire sur cette parcelle en cas de construction ou modification du Bati. (Loi ELAN, Article 68)
PPR Naturels Mouvement de terrain	OUI	Mouvement de terrain Approuvé 26/01/1986
		Mouvement de terrain Affaissements et effondrements (cavités souterraines) Approuvé 26/01/1986
PPR Miniers	NON	La commune ne dispose d'aucun plan de prevention des risques Miniers
PPR Technologiques	NON	La commune ne dispose d'aucun plan de prevention des risques Technologiques

"Les informations sur les risques auxquels ce bien est exposé sont disponibles sur le site Géorisques : www.georisques.gouv.fr" article R. 125-25

DOCUMENTS RÉGLEMENTAIRES ET REFERENCES

<https://www.info-risques.com/short/WTYM U>

En cliquant sur le lien suivant ci-dessus, vous trouverez toutes les informations préfectorales et les documents de références et les annexes qui ont permis la réalisation de ce document.

ETAT DES RISQUES ET POLLUTIONS

Aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon, sols pollués et nuisances sonores

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

N° **DCPPAT 2020 82** du **28JUIL. 2020** Mis à jour le **28/07/2020**

Adresse de l'immeuble **1 Rue Pasteur** Code postal ou Insee Commune **92320** **CHATILLON**

Références cadastrales : **I 158**

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques naturels (PPRN)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un RPR N Oui X Non

prescrit anticipé approuvé X date **26/01/1986**

Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :

inondation crue torrentielle remontée de nappe avalanches
cyclone mouvements de terrain X sécheresse géotechnique feux de forêt
séisme volcan autres

extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN Oui Non X

Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés Oui Non

Situation de l'immeuble au regard du risque érosion

> Le terrain est situé en secteur du recul du trait de cote (érosion) Oui Non X

Si oui, exposition à l'horizon des: **30 ans** **100 ans**

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques miniers (PPRM)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR M Oui Non X

prescrit anticipé approuvé date

Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :

mouvements de terrain autres

extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRM Oui Non

Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés Oui Non

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR T prescrit et non encore approuvé Oui Non X

Si oui, les risques technologiques pris en considération dans l'arrêté de prescription sont liés à :

effet toxique effet thermique effet de surpression

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR T approuvé Oui Non X

Extraits des documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

> L'immeuble est situé en secteur d'expropriation ou de délaissement Oui Non

L'immeuble est situé en zone de prescription Oui Non

Si la transaction concerne un logement, les travaux prescrits ont été réalisés Oui Non

Si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente ou au contrat de location Oui Non

Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique réglementaire

L'immeuble se situe dans une commune de sismicité classée en

zone 1 X zone 2 zone 3 zone 4 zone 5
très faible faible modérée moyenne forte

Information relative à la pollution de sols

> Le terrain est situé en secteur d'informat on sur les sols (SIS) Oui Non X

Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire à potentiel radon

> L'immeuble se situe dans une commune à potentiel radon de niveau 3 Oui Non X

Situation de l'immeuble au regard d'un plan d'exposition au bruit (PEB)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PEB: Oui Non X

Si oui, les nuisances sonores s'élèvent aux niveau: zone D zone C zone B zone A
faible modérée forte très forte

Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe N/M/T*

* catastrophe naturelle minière ou technologique

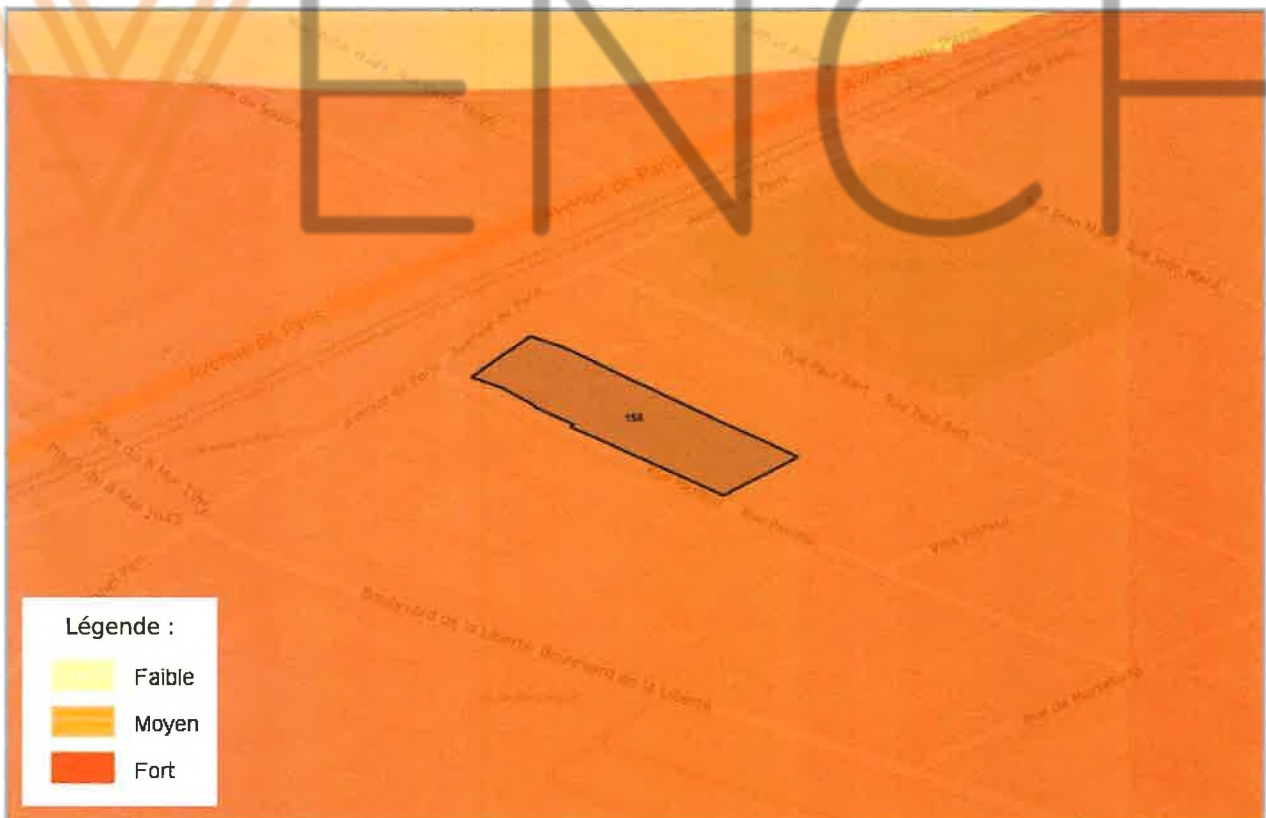
> L'information est mentionnée dans l'acte de vente Oui Non

vendeur **M. et Mme [REDACTED]** date / lieu **07/12/2023 / CHATILLON** acquéreur

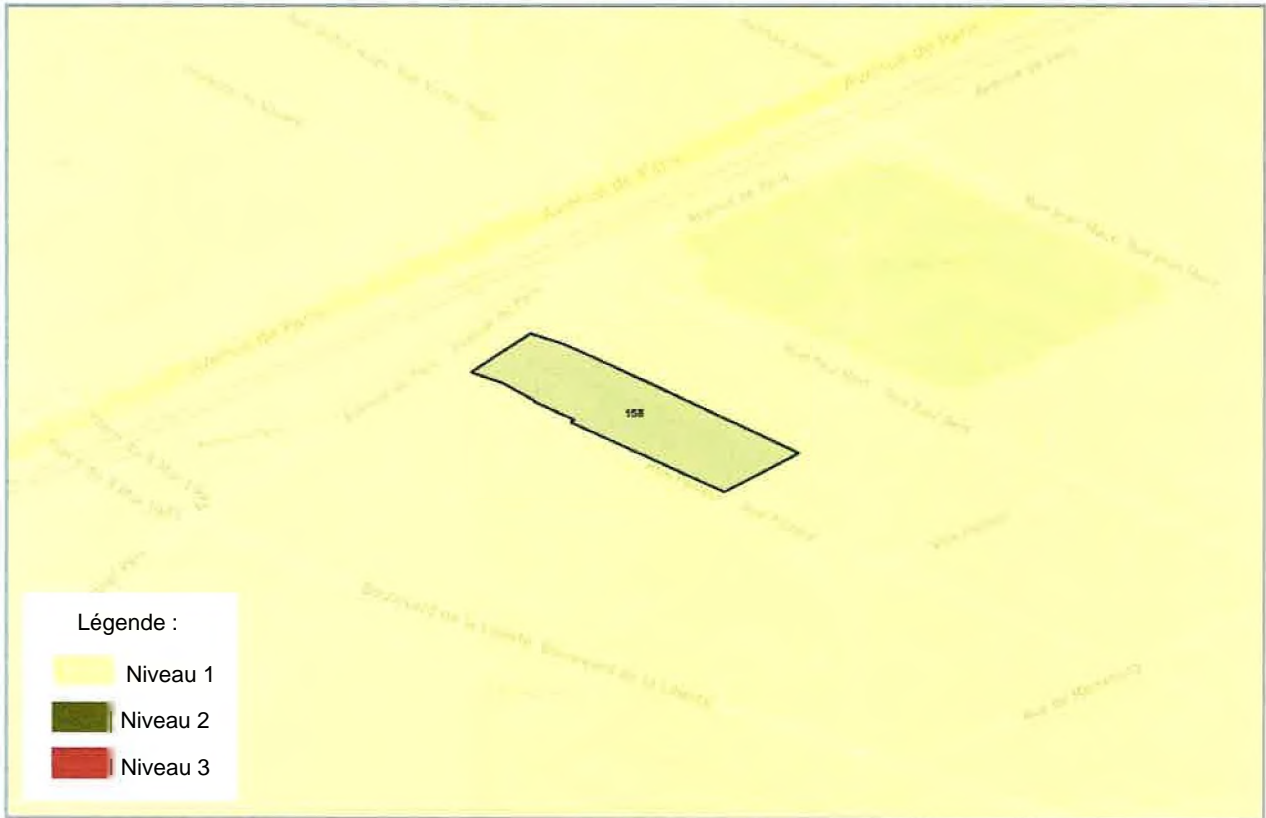
CARTOGRAPHIE DES MOUVEMENTS DE TERRAINS (MINES)



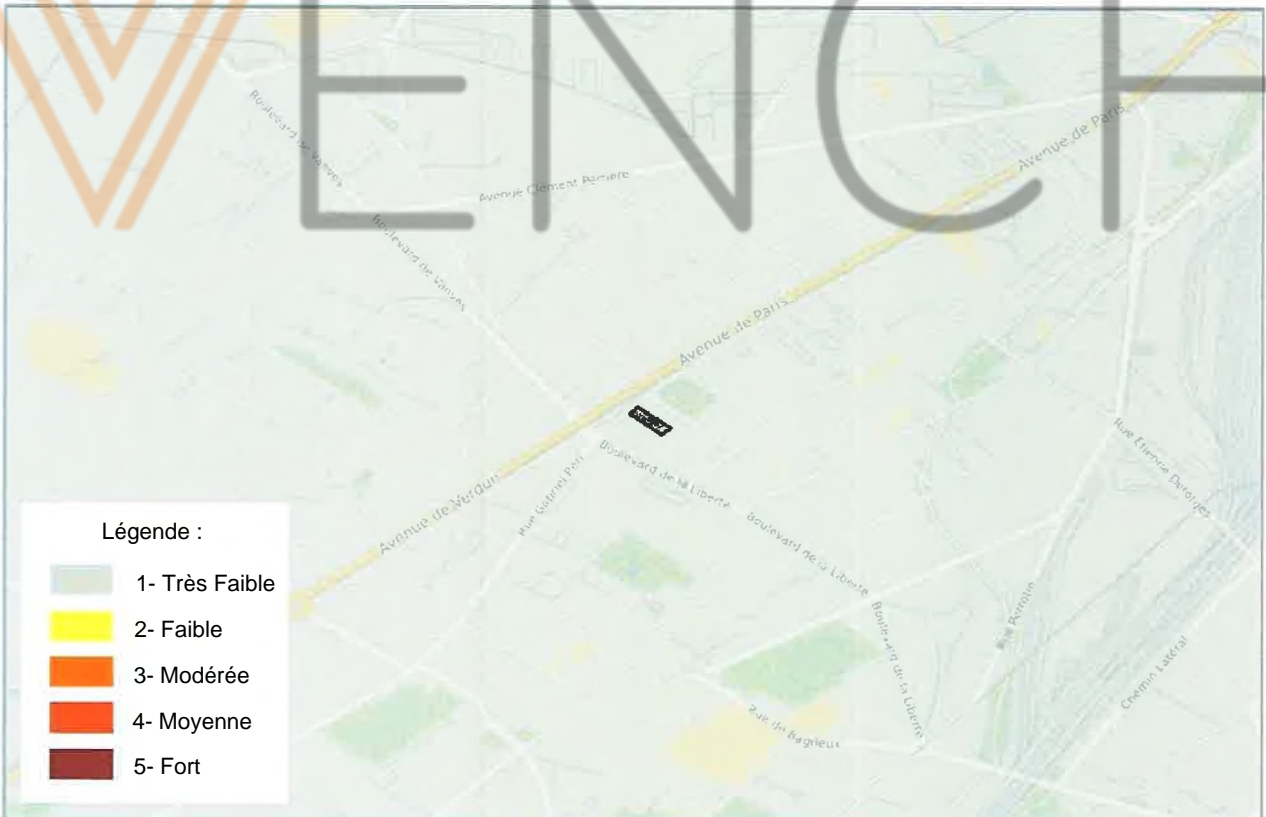
CARTOGRAPHIE DES MOUVEMENTS DE TERRAINS (ARGILES)



RADON



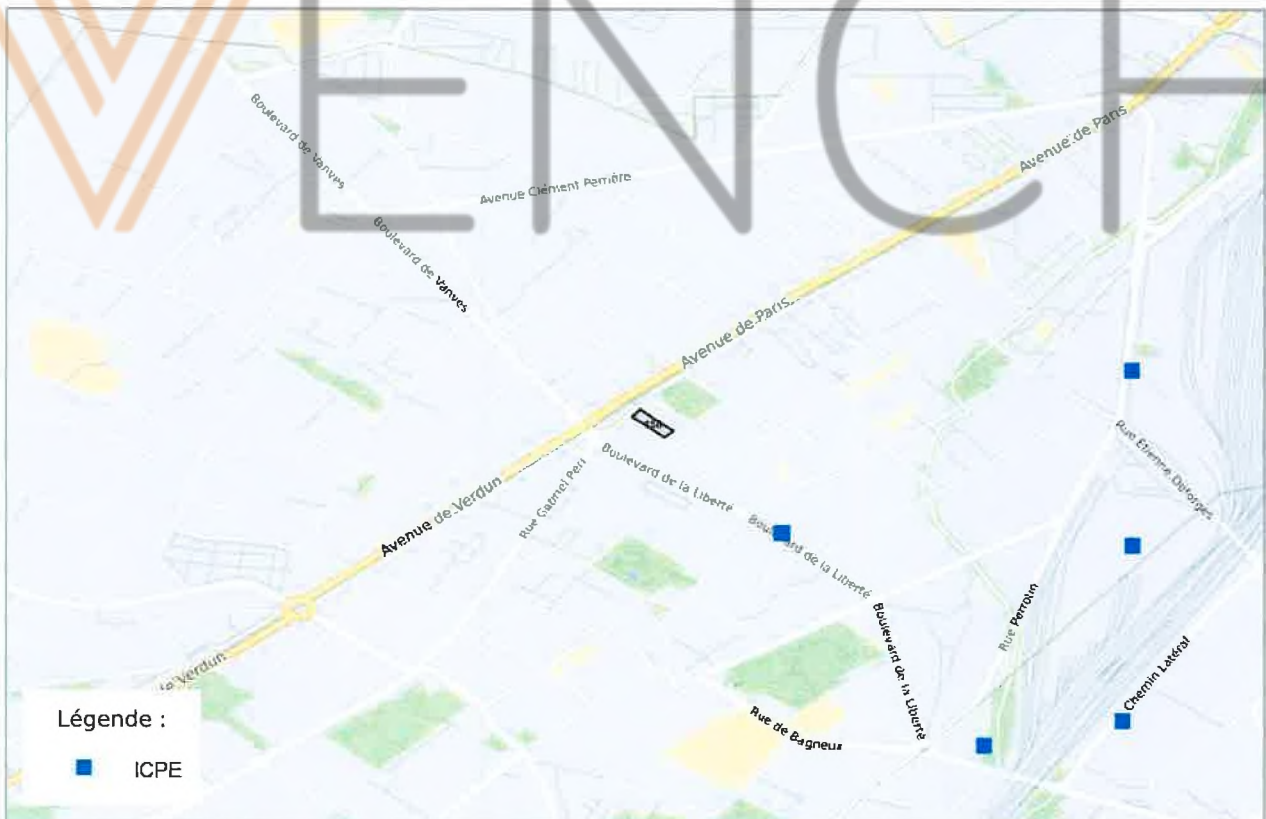
CARTOGRAPHIE DES ZONES SISMIQUES



CARTOGRAPHIE DE POLLUTION DES SOLS (BASOL / BASIAS)



CARTOGRAPHIE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)



LISTE DES SITES BASIAS (À MOINS DE 500 MÈTRES)

BASE DE DONNÉES DES SITES INDUSTRIELS ET ACTIVITÉS DE SERVICES

1 boulevard Liberté (de la) CHATILLON		36 mètres
SSP3887689	Garage de Paris (Sté)	
En arrêt	<i>Garage</i>	
4 avenue Paris (de) CHATILLON		38 mètres
SSP3887690	Garage de Paris (Sté)	
En arrêt	<i>Garage</i>	
9 boulevard Joinville-Malleret CHATILLON		131 mètres
SSP3884133	Régulateurs géorgiens (Sté des)	
Indéterminé	<i>Mécanique Générale</i>	
36 avenue Cachin (Marcel) CHATILLON		178 mètres
SSP3884391	Total	
En arrêt	<i>Station-service</i>	
34 boulevard Vanves (de) CHATILLON		212 mètres
SSP3888919	Pierre Carré (Etablissements), anc. Société Aygalenc	
En arrêt		
44 avenue CACHIN Marcel CHATILLON		226 mètres
SSP3888012	Centre Commercial Chatillonnais (Société), anc. Société Chatillon Automatique Pressing ET Syndicat des copropriétés de la mésie	
En arrêt	<i>Laverie Pressing</i>	
32 rue Sémard Pierre CHATILLON		265 mètres
SSP3888036	Rénover	
En arrêt		
64 rue Cachin (Marcel) CHATILLON		308 mètres
SSP3886639	Centre Commercial Chatillonnais - Station-service ESSO	
En arrêt	<i>Station-service</i>	
20 R Louveau CHATILLON		341 mètres
SSP3888143	SERCAP SA (Société)	
En arrêt	<i>SOC ETUDE REAUS CERAMIQ ABRASIF PLASTIQ</i>	
26 rue LOUVEAU CHATILLON		354 mètres
SSP3884651	Diupruilh (Sté) - Garage LOUVEAU, anc. Etablissement GATINEAU	
En arrêt	<i>Tôlerie - atelier de serrurerie</i>	
12 rue Mairie (de la) CHATILLON		366 mètres
SSP3888713	Seguis (Société), anc. Société J. Poulhès, anc. Société M. Balsac	
Indéterminé	<i>Combustibles</i>	
51 boulevard Liberté (de la) CHATILLON		367 mètres
SSP3887400	Sort et Chasle (Sté), anc. Sté Bruneau-Pégorier	
Indéterminé	<i>Fabrication d'objet en plâtre</i>	

8 rue Mairie (de la) CHATILLON		379 mètres
SSP3887389	Aster-Boutillon (Sté), anc. EtsTufféry	
En arrêt	<i>Installation de volucompteurs de LJ.</i>	
32 rue Louveau CHATILLON		389 mètres
SSP3887510	Pièces Auto Occasion	
Indéterminé	<i>Casse-auto</i>	
9 rue Mairie (de la) CHATILLON		391 mètres
SSP3886789	Washmatic (Sté), anc. Ets Depecker	
En arrêt		
2 rue Béranger CHATILLON		409 mètres
SSP3884179	MBDA (Sté), anc. Sté EADS, anc. SNIAS Aérospatiale, anc. Sté Nord Aviation	
Indéterminé	<i>Construction aéronautique</i>	
55 boulevard VANVES (de) CHATILLON		412 mètres
SSP3888130	Station service, garage	
Indéterminé	<i>Garage - Carrosserie, peinture - Station service</i>	
37 avenue République (de la) CHATILLON		418 mètres
SSP3884558	SIVEL, anc. CEDIP	
Indéterminé		
15 rue Courtois CHATILLON		421 mètres
SSP3884649	Beurrier	
En arrêt	<i>Atelier de travail des métaux</i>	
68 rue Sémard (Pierre) CHATILLON		444 mètres
SSP3885198	Diffusion Sud (SARL)	
En arrêt	<i>Savonnerie</i>	
58 rue LOUVEAU CHATILLON		444 mètres
SSP3888198	MEXISONOR (Société) (filiale de la société HELIO CACHAN)	
Indéterminé	<i>Usine de fabrication de vernis</i>	
62 avenue Perrière (Clément) CHATILLON		448 mètres
SSP3887157	SORAMI (Société)	
Indéterminé		
18 avenue Perrière (Clément) CHATILLON		449 mètres
SSP3886668	BROZETTI	
En arrêt	<i>Atelier de céramiques</i>	
40 avenue République (de la) CHATILLON		457 mètres
SSP3886746	Union des Anciens Porteurs (UAP)	
Indéterminé	<i>UAP</i>	
65 rue Louveau CHATILLON		459 mètres
SSP3885236	Arc-en-Ciel (Sté)	
En arrêt	<i>SARL Transport Genin</i>	



44 avenue République (de la) CHATILLON		470 mètres
SSP3884652	Jacqmin (Ets), anc. Ets Messy	
En arrêt		
73 avenue Cachin (Marcel) CHATILLON		472 mètres
SSP3886713	Ouest-Autos (Sté), anc. Garage Moderne	
Indéterminé	Concessionnaire Volvo	
72 avenue République (de la) CHATILLON		472 mètres
SSP388663	Castolin et Eutectic (Société)	
indéterminé		
7 rue LOUVEAU CHATILLON		478 mètres
SSP388197	MEXISONOR (Société) (filiale de la société HELIO CACHAN)	
En arrêt	Usine de fabrication de vernis	
94 avenue CACHIN MARCEL CHATILLON		486 mètres
SSP3887155	GMP (Société), anc. Société MAHE et Cie	
indéterminé	Atelier de mécanique générale	
63 rue Louveau CHATILLON		486 mètres
SSP3886352	Viala (Ets)	
En arrêt	Dépôt de ferrailles	
46 rue Deforges (Etienne) CHATILLON		488 mètres
SSP3885839	Montrouge métaux, anc. Mionnet (SA)	
En arrêt	Garage automobile	
76 avenue République (de la) CHATILLON		488 mètres
SSP3886664	ASFER (Sté)	
En arrêt		
51 rue Louveau CHATILLON		493 mètres
SSP388487	Techniques et Traitements Graphiques	
Indéterminé		

La liste suivante contient des sites BASIAS qui ne peuvent être localisés avec précision

None Sentier Orme au chien (de l') CHATILLON	--
SSP3888387 En arrêt	STROBEL (Ets)
192 avenue Cachin (Marcel) CHATILLON	--
SSP3888664 En arrêt	Tailleur Fils et Cie (Société)
116 avenue République (de la) CHATILLON	--
SSP3888465 Indéterminé	Benoni

LISTE DES SITES BASOL (À MOINS DE 500 MÈTRES)

BASE DE DONNÉES DE POLLUTION DES SOL

Aucun site BASOL a moins de 500 mètres

LISTE DES SITES ICPE (À MOINS DE 500 MÈTRES)

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

42 RUE LOUVEAU 92320 CHATILLON	238 mètres
BAGEOPS 51 Bd de la Liberté 92320 Châtillon	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0006521200 238 mètres
POINT SMART 2 A 18 RUE BERANGER 92320 Châtillon	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0006523776 238 mètres
MBDA FRANCE SA Non Seveso	https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0007404514
51 RUE LOUVEAU 92320 Châtillon	238 mètres
TECHNIQUES ET TRAITEMENTS GRAPHIQUES SA Non Seveso	Industrie pharmaceutique https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0007404734
113 AVENUE DE LA REPUBLIQUE 92320 CHATILLON	238 mètres
'CHALALA GROUPE	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite 4 https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0007405125
85 RUE BERANGER 92320 Châtillon	238 mètres
LOUIS CORET Non Seveso	https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0007405879
116 AV DE LA REPUBLIQUE 92320 Châtillon	238 mètres
M BENONI Non Seveso	https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0007405921

43 avenue de Paris 92320 CHATILLON

238 mètres

GARAGE DES DAHLIAS

<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0007408515>

1A 1B AVENUE JEAN JAURES 92320 CHATILLON

238 mètres

HORSOL

Non Seveso

<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0007408794>

6 bis, rue de Malakoff 92320 CHATILLON

238 mètres

ENLEVE EPAVES A DOMICILE

<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0007409289>

WENCH

Préfecture : Hauts-de-Seine
Commune : CHATILLON

Déclaration de sinistres indemnisés

en application du IV de l'article L 125-5 du Code l'environnement

Adresse de l'immeuble

1 Rue Pasteur
92320 CHATILLON

Sinistres indemnisés dans le cadre d'une reconnaissance de l'état de catastrophe

Cochez les cases OUI ou NON

si, à votre connaissance, l'immeuble a fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages consécutifs à chacun des événements

Arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophes au profit de la commune

Catastrophe naturelle	Début	Fin	Arrêté	Jo du	Indemnisation	
Inondations et/ou Coulées de Boue	06/07/2001	07/07/2001	15/11/2001	01/12/2001	OUI	NON
Sécheresse	01/07/2003	30/09/2003	25/08/2004	26/08/2004	OUI	NON
Sécheresse	01/07/2020	30/09/2020	20/04/2021	07/05/2021	OUI	NON
Inondations et/ou Coulées de Boue	31/05/1992	01/06/1992	24/12/1992	16/01/1993	OUI	NON
Inondations et/ou Coulées de Boue	02/07/1995	02/07/1995	28/09/1995	15/10/1995	OUI	NON
Inondations et/ou Coulées de Boue	05/08/1997	06/08/1997	17/12/1997	30/12/1997	OUI	NON
Sécheresse	29/06/1997	30/06/1997	12/03/1998	28/03/1998	OUI	NON
Inondations et/ou Coulées de Boue	29/06/1997	30/06/1997	12/03/1998	28/03/1998	OUI	NON
Mouvement de Terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999	OUI	NON
Inondations et/ou Coulées de Boue	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999	OUI	NON
Sécheresse	01/07/2005	30/09/2005	07/10/2008	10/10/2008	OUI	NON

Etabli le :

Nom et visa du vendeur

Visa de l'acquéreur

Cachet / Signature en cas de prestataire ou mandataire

Pour en savoir plus, chacun peut consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs et, sur internet, le site portail dédié à la prévention des risques majeurs : www.georisques.gouv.fr